l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 632 - 8 F

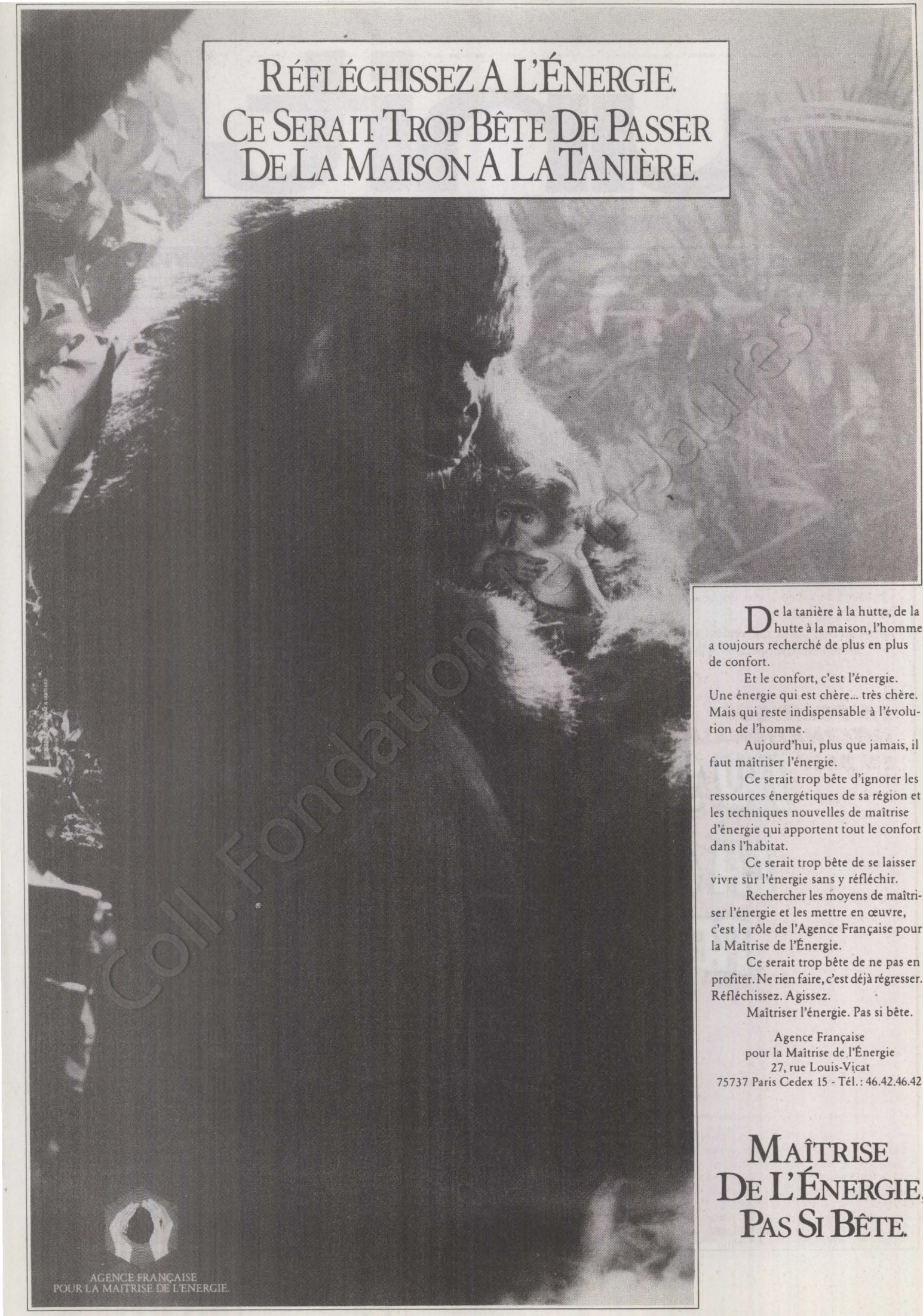
24 JANVIER 1986



AU SECOURS LA GAUCHE REVIENT !



Collection Jean-Jaurès



De la tanière à la hutte, de la hutte à la maison, l'homme a toujours recherché de plus en plus de confort.

Et le confort, c'est l'énergie. Une énergie qui est chère... très chère. Mais qui reste indispensable à l'évolution de l'homme.

Aujourd'hui, plus que jamais, il faut maîtriser l'énergie.

Ce serait trop bête d'ignorer les ressources énergétiques de sa région et les techniques nouvelles de maîtrise d'énergie qui apportent tout le confort dans l'habitat.

Ce serait trop bête de se laisser vivre sur l'énergie sans y réfléchir.

Rechercher les moyens de maîtriser l'énergie et les mettre en œuvre, c'est le rôle de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie.

Ce serait trop bête de ne pas en profiter. Ne rien faire, c'est déjà régresser. Réfléchissez. Agissez.

Maîtriser l'énergie. Pas si bête.

Agence Française
pour la Maîtrise de l'Énergie
27, rue Louis-Vicat
75737 Paris Cedex 15 - Tél. : 46.42.46.42

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE, PAS SI BÊTE.

Coll. Fondation Nationale des Sciences Politiques



SOMMAIRE

« L'UNITE » N° 632

4 FRANCE

Le P.s. remonte, la droite s'énerve, par Claude Estier.

Et Mitterrand est plus que jamais là, par Jean-Pierre Bédéï.

Jean Le Garrec : « La droite veut "casser" du fonctionnaire nous proposons le "mieux d'Etat". » Propos recueillis par Claude Jadoul.

10 SOCIAL

Restaurants du cœur : ils sont formidables, par Philippe Maquat.
Chômage : la décrue tant attendue enfin, par Stephen Gere.

13 ECONOMIE EN BREF

Par Stephen Gere.

14 MONDE

Chrétiens du Liban : ceux qui veulent mourir, par Jean Liberman.

Liban du Sud : ceux qui veulent vivre, par Carlos Ferrari-Lopez.

16 POLITIQUE INTERNATIONALE EN BREF

19 JUSTICE

Affaire Knobelspiess : le « coupable idéal » innocenté, par Jean-Paul Liégeois.

20 DOSSIER

Bilan d'une législature : cinq ans de socialisme du possible.

II. - Santé-recherche : en pleine forme... après un bon régime, par Pierre-Yves Poindron.

30 TELEVISION

Par Fabian Gastellier.

31 CINEMA

Fellini lave plus blanc, par Fabian Gastellier.

32 LIVRES

Politique et histoire en bref, par Nicole Chaillot.

Entretien avec l'écrivain américain James Baldwin, propos recueillis par Jean Liberman.

La chronique littéraire de Claude Glayman.

38 JEUX

Par Rémy Albert.



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

LE P.S. REMONTE, LA DROITE S'ENERVE...

PAR CLAUDE ESTIER

Le flou apparent de la plateforme de l'opposition dissimule mal une politique que la France a déjà connue et qui a conduit à l'héritage catastrophique que la gauche a trouvé en 1981. Les Français sont donc à même de juger sur pièces : la pire réaction ou la poursuite d'une politique qui porte ses premiers fruits.

L'OPPOSITION a raté son opération de communication. Elle annonçait depuis plusieurs semaines la publication de sa plate-forme pour le 16 janvier. Et pourtant, malgré une intense préparation médiatique, ce n'est pas elle qui a fait l'événement la semaine dernière mais bien le président de la République prenant la parole devant un grand rassemblement populaire au Grand-Quevilly, en Seine-Maritime

D'où la fureur et le déchaînement des dirigeants R.p.r. et U.d.f. et de ceux qui les soutiennent : François Léotard traitant François Mitterrand de « colleur d'affiches » (est-ce une injure ?) et de « chef de bande », Jacques Toubon l'accusant de tenir « un langage de guerre civile », tandis que le directeur du « Quotidien de Paris », qui n'a pas l'habitude de faire dans la nuance, ne voyait dans ce discours que « division, provocation et mensonge ».

L'opposition s'énerve. Alors que depuis des mois elle considérait sa victoire comme acquise, elle constate que les choses sont en train de bouger en faveur de la gauche ou plus précisément du Parti socialiste que plusieurs sondages viennent de créditer de 30 % des suffrages. Que ce chiffre soit déjà atteint ou non — en matière de sondages nous avons toujours recommandé la prudence — la remontée du P.s. est incontestable. Elle montre que l'objectif fixé il y a quelques temps déjà n'était pas utopique, qu'il peut être non seulement atteint mais dépassé. Seuls les naïfs s'en étonneront : nous avons dit ici même à plusieurs reprises que l'écart de 40/60 entre la gauche et la droite, indiqué par les sondages tout au long de l'année 1985, ne correspondait à aucune réalité et qu'il se réduirait obligatoirement à l'approche de l'échéance du 16 mars.

C'est ce qui est donc en train de se produire parallèlement au redressement spectaculaire de la cote de popularité du président de la République. L'opposition commet une nouvelle erreur quand elle accuse celui-ci d'intervenir dans la campagne. De toute évidence, l'engagement personnel de celui qui a maintes fois affirmé qu'il porte la première responsabilité de tout ce qui a été fait depuis cinq ans est bien compris par les Français. Ce faisant, François Mitterrand n'outrepasse pas ses droits : il s'exprimera encore, et notamment le 7 février à Lille, jusqu'à l'ouverture de la campagne officielle. Après quoi, contrairement à ce qu'ont fait ses prédécesseurs — dont les héritiers présumés ont la mémoire singulièrement courte — il se taira jusqu'au jour du scrutin, laissant les Français achever leur réflexion avant de faire définitivement leur choix.

C'est le fait même que cette réflexion soit en train de se développer qui explique l'évolution actuelle de l'opinion.

A cet égard, la publication de la plate-forme de l'opposition est une excellente chose car elle permet aux Français de faire des comparaisons concrètes entre ce que propose la droite et ce que les socialistes ont fait et souhaitent poursuivre. Comme l'a écrit l'autre jour un journaliste du « Monde », « c'est un superbe cadeau qu'a offert l'opposition à la campagne de la gauche ».



On a dit de cette plate-forme qu'elle marquait un recul par rapport aux programmes précédemment élaborés par le R.p.r. et l'U.d.f. C'est vrai sur un point : la droite n'ose pas dire qu'elle remettrait en cause des réformes sociales accomplies par la gauche comme la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés ou les 39 heures, réformes qu'elle a combattues naguère mais dont elle sait qu'une grande majorité de Français y est favorable (1). Ce qui constitue d'ailleurs l'aveu que ces réformes sont positives et contredit l'affirmation péremptoire placée en tête du préambule de la plate-forme et selon laquelle « le socialisme a été un échec ».

Mais pour le reste, on retrouve dans le document signé par Jacques Chirac et Jean Lecanuet tous les éléments d'une politique qui, comme l'a souligné Lionel Jospin, n'est pas libérale mais ultra-conservatrice. Et plus exactement encore réactionnaire au sens strict de ce mot.

Que proposent, par exemple, le R.p.r. et l'U.d.f. sous le chapitre « libérer l'économie pour assurer le progrès social » ?

— Une action générale de déréglementation (énergie, transports, télécommunications, banques, assurances, etc.) qui vise à instituer une concurrence sauvage dans des secteurs clés de la vie de la nation au profit d'intérêts privés déjà prêts à bondir si les vannes leur sont ouvertes.

— La dénationalisation de tous les groupes industriels qui sont revenus au secteur public depuis 1981 et dont la situation a été ainsi redressée au profit de la collectivité tout entière.

— L'abrogation des lois Auroux et de toutes les dispositions qui ont permis depuis cinq ans des progrès dans l'expression des travailleurs et la démocratisation des entreprises, sans oublier la suppression de l'autorisation préalable de licenciement.

— Des aménagements fiscaux qui ne toucheront que les familles les plus aisées (suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, plafonnement à

(suite en page 6)

Pascal Lebrun A.f.p.



Le président de la République lors de son allocution au Grand-Quevilly.

...ET MITTERRAND EST PLUS QUE JAMAIS LA !

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

« ET dire qu'on nous avait demandé de battre le rappel. » Ce militant de Seine-Maritime n'en revient pas. Le chapiteau dressé au Grand-Quevilly, le 17 janvier, pour accueillir François Mitterrand est bourré à craquer : 10 000 personnes. Dehors, ils sont plusieurs centaines à se presser dans le froid. Faute de place, ils seront contraints de rester aux portes, se contentant de la sono. A 20 h 05, lorsque François Mitterrand traverse le chapiteau, la foule, debout, lui réserve une formidable ovation. On se croirait revenus aux plus beaux jours des campagnes de 1974 et 1981. Le décor a changé : un pupitre seul sur l'estrade, sur un fond bleu, blanc, rouge frappé de la devise républicaine « Liberté, Egalité, Fraternité ». Mais l'image charismatique de François Mitterrand et l'enthousiasme qu'il suscite auprès des militants et des sympathisants ne paraissent guère avoir été altérés par le temps et les épreuves du pouvoir.

L'engagement de François Mitterrand dans la bataille électorale ? Le peuple de gauche l'approuve amplement. Contrairement à la droite et au P.c. Le président de la République est traité de « Chef des colleurs d'affiches du P.s. » par François Léotard ; il est accusé d'apporter « une pierre de plus à la construction de l'immeuble de la cohabitation entre la droite et le P.s. » par Roland Leroy, le directeur de l'« Humanité ». Une fois de plus, la droite et la direction du P.c. se rejoignent dans une démarche convergente pour attaquer François Mitterrand.

Manifestement, la montée en première ligne du président de la République les irrite, les gêne. Est-elle pour autant répréhensible, condamnable ? Non, elle découle tout simplement des institutions. Le chef de l'Etat est certes le président de tous les Français mais il a également été élu par une majorité pour appliquer un programme, en l'occurrence les « 110 propositions ». Dès lors, quoi de plus naturel qu'il intervienne pour s'expliquer, défendre son bilan et présenter les enjeux de la prochaine consultation électorale, au moment où des échéances décisives placent au cœur du débat la politique qu'il a inspirée et orientée. D'autant que François Mitterrand n'a cessé de revendiquer inlassablement la responsabilité de « tout ce qui a été accompli depuis 1981 ». Qu'il s'agisse des « grandes réformes » du début du septennat, de la politique de rigueur, c'est-à-dire la « bonne gestion », ou bien même de « la part d'échecs ». A la veille d'une élection qui ne concerne pas directement sa fonction, mais qui risque de remettre en question son action, il se trouve donc parfaitement en droit d'éclairer le choix des Français. D'ailleurs François Mitterrand ne cache pas qu'en fonction des résultats du scrutin du 16 mars son « rôle pourrait varier ». C'est pourquoi au Grand-Quevilly, il a défendu avec minutie et combativité son bilan et a indiqué sa « préférence » : « Il ne faut pas couper les jarrets des équipes qui gagnent... il est dans l'intérêt de tous que ce qui a été entrepris soit poursuivi... il faut du temps. »

Pour rassembler l'ensemble de la gauche, au-delà du P.s., François Mitterrand a retrouvé des accents qui coloraient ses meetings d'avant le 10 mai 1981. Il évoque les « riches » et « les pauvres », les « privilégiés contre les travailleurs », les « forts contre les faibles ». Au passage il démonte la plate-forme de la droite sans la nommer.

Mais, s'impliquant dans la campagne, François Mitterrand ne s'adresse pas seulement à ses troupes. Il sait aussi conserver sa dimension de « président de tous les Français ». Il tient un discours ouvert : « Je m'adresse à tous les Français, ceux qui sont pour, ceux qui sont contre. Tous ensemble ils sont la France. Je n'ai pas l'intention de dresser les Français les uns contre les autres. Je leur demande de réfléchir, de se donner encore le temps, de mesurer les acquis, un progrès, de corriger les exigences qui rapidement se révéleraient insupportables. Je n'ai jamais été l'ennemi de personne, à plus forte raison depuis que j'ai la responsabilité de tout le monde... » Un langage rassembleur prenant en compte l'intérêt général de la nation, et qui n'a rien à voir avec celui d'un « chef de bande ».

L'engagement de François Mitterrand dans la bataille soulève une autre question importante. Si la gauche subit une lourde défaite au mois de mars, le président de la République ne sera-t-il pas obligé d'en tirer toutes les conséquences ? Au contraire, il apparaît que l'intervention du chef de l'Etat constitue plutôt un atout pour les socialistes, et un facteur de redressement. Les derniers sondages le confirment : le P.s. avoisine les 30 %, l'écart se réduit entre la gauche et la droite au niveau des intentions de vote et la cote de popularité personnelle de François Mitterrand remonte. Autant de tendances qui méritent confirmation, mais qui se révèlent encourageantes. Dans ces conditions, si au soir du 16 mars, le P.s. demeure le premier parti de France, François Mitterrand devra en tenir compte. Puisqu'il est bien décidé à rester à l'Elysée : « Selon les résultats, ma fonction, mes devoirs seront les mêmes dans tous les cas. »

En réalité, à travers ses attaques, l'opposition reproche surtout au président de la République de jouer sur le double registre inhérent à sa fonction, avec subtilité, lucidité... et succès. Depuis longtemps François Mitterrand a annoncé qu'il ne se contenterait pas d'inaugurer les chrysanthèmes après mars 1986. Croyait-on vraiment qu'il resterait « inerte » avant ? ●

(suite de la page 4)

50 % au lieu de 65 % de la tranche maximale de l'impôt sur le revenu, mesures qui concerneraient les 130 000 foyers fiscaux déjà les plus privilégiés alors que rien ne serait fait pour les autres).

— Des modifications du système de protection sociale visant à remettre en cause son fonctionnement actuel sous prétexte de réduire la tutelle de l'Etat et, au nom de la liberté, à favoriser un système de « personnalisation des formules de prévoyance » qui ferait que, pour la première fois depuis qu'elle a été instituée, les Français ne seraient plus égaux devant la Sécurité sociale.

Arrêtons-là sur ce chapitre alors que l'on pourrait citer encore bien d'autres dispositions prévues et qui concourent toutes à cette entreprise de démolition et de pagaille dont parlait justement Laurent Fabius. Entre cela qui constituerait pour eux un formidable retour en arrière et ce que leur ont apporté les socialistes, les salariés, en particulier, peuvent maintenant faire la balance et voir de quel côté se situe leur intérêt.

La plate-forme de l'opposition n'est pas seulement réactionnaire. Elle est aussi démagogique et irresponsable. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, a fort bien montré dans « le Monde » de mardi que les propositions de la droite, qui ne sont assorties d'aucun projet précis de financement, coûteraient au bout de deux ans 70 milliards de francs pas an (20 milliards de dépenses supplémentaires dont la moitié pour la défense et 50 milliards d'allègements fiscaux) et, à la fin de la législature en rythme de croisière, plus de 260 milliards par an. Ce qui signifierait à la fois un accroissement sérieux des déficits, une relance de l'inflation, une remontée du chômage. Le flou apparent de la plate-forme de l'opposition dissimule mal une politique que la France a déjà connue et qui a conduit à l'héritage catastrophique que la gauche a trouvé en 1981.

Ce flou fait pour tromper les Français cache tout aussi mal, derrière une bannière prétendument libérale, une politique caractéristique de la droite la plus autoritaire dans d'autres domaines. Par exemple, celui de l'immigration. Sous l'influence sans doute de certains centristes, la plate-forme a évité des prises de position trop brutales sur ce sujet. Mais ce n'est qu'apparence. Sur le terrain les candidats de la droite tiennent pratiquement le même langage que Le Pen. Exemple, les propos de Robert Pandraud, homme de confiance de Chirac à la mairie de Paris et qui conduit aujourd'hui la liste R.p.r. en Seine-Saint-Denis. Dans son journal électoral, ce personnage n'y va pas par quatre chemins : « Pas de pitié pour les délinquants immigrés, ils doivent être expulsés. Quant à ceux qui ne sont pas délinquants, il faut une politique active d'aide au retour. » Autrement dit : expulser les mauvais et renvoyer les bons ! Le Front national n'en dit pas plus et cet exemple montre qu'en certains domaines au moins la limite est ténue entre la droite et l'extrême droite.

Voilà donc une foule d'éléments de réflexion pour les Français qui prennent peu à peu conscience de l'enjeu du 16 mars. Ils sont de plus en plus nombreux — et nous revenons ainsi aux indications des sondages — à comprendre que le choix qu'ils ont à faire est non pas exactement entre la gauche et la droite, puisque le Parti communiste a choisi de faire chorus avec les pires conservateurs, mais entre une droite revancharde, sans grand dessein et finalement peu sûre d'elle-même, et un Parti socialiste porteur des résultats acquis depuis cinq ans et soucieux de poursuivre dans la voie du redressement et du progrès. Le débat est devenu plus clair. C'est bien ce que nous souhaitions. ●

1) L'enquête B.v.a. qui paraît jeudi dans « Paris-Match » fait apparaître que les deux premières de ces réformes sont approuvées par 87 % des personnes interrogées, la troisième par 74 %.



DANS LA BATAILLE DE MARS

Après la grande campagne que nous avons lancée avec le Congrès de Toulouse et qui nous a valu plusieurs milliers d'abonnements nouveaux, l'année 1986 commence sous le signe d'une nouvelle bataille pour « l'Unité », étroitement liée à celle des élections du 16 mars.

Face à la grande presse, dont la plupart des titres — quotidiens et hebdomadaires — mènent un combat permanent contre les idées et l'action du Parti socialiste, « l'Unité » est un instrument indispensable de notre combat. Mais il faut lui donner encore plus de forces, c'est-à-dire plus de moyens. C'est possible si chacun d'entre vous se mobilise en faisant connaître « l'Unité » autour de lui et en recrutant de nouveaux abonnés.

Pour cette bataille, « l'Unité » a besoin de vous comme vous avez besoin de « l'Unité ». Alors dès aujourd'hui, avec nous, mobilisez-vous pour la grande bataille de mars et pour que vive la presse socialiste.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Jean Le Garrec : "La droite veut «casser» du fonctionnaire nous proposons le «mieux Etat»"

PAR CLAUDE JADOUL

JEAN LE GARREC, secrétaire d'Etat à la Fonction publique et aux Simplifications administratives gère un secteur « sensible », surtout en période de rigueur, depuis juillet 1984. Il fait ici le point sur son action de modernisation de la fonction publique tout en faisant litière des arguments d'une droite qui se propose de comprimer fortement le nombre des fonctionnaires. Les « ringards » ne sont pas, on le verra, du côté de la gauche. Au contraire. C'est celle-ci qui a rapproché sensiblement les usagers de l'administration grâce à un certain nombre d'innovations heureuses comme les Cira et les A.v.s. Jean Le Garrec fait également le point sur son rendez-vous avec les organisations syndicales de mardi dernier, chiffres à l'appui.

« L'UNITE » : Les fonctionnaires sont l'une des « cibles » de la droite dans cette campagne électorale qui s'amorce. L'opposition prétend réduire leur nombre d'une manière drastique si elle revient aux affaires. En a-t-elle les moyens ?

– JEAN LE GARREC : Vous employez une expression heureuse à propos des fonctionnaires ; ceux-ci servent de « cibles » pour la droite. Il est important de bien poser ce problème. Commençons donc par le nombre de fonctionnaires. Il s'agit d'un débat absurde. Y a-t-il trop de fonctionnaires en France ? Si l'on fait des comparaisons avec d'autres pays, l'on s'aperçoit que la France serait plutôt un pays sous-administré. C'est le cas vis-à-vis de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. L'approche de la droite est donc erronée.

L'opposition utilise des chiffres fantaisistes. Tantôt elle propose de diminuer le nombre de fonctionnaires de 20 000 à 40 000 par an, en ne procédant pas à leur remplacement, tantôt elle préconise 5 milliards d'économie budgétaire – c'est l'approche d'Alain Juppé. Si ce plan était mis en pratique, il « casserait » la fonction publique en France. Il suffit de considérer deux chiffres pour s'en convaincre. Il y a – en gros – 2,5 millions de fonctionnaires. Il y en a 46 000 dans les administrations centrales et 2 475 000 dans les services extérieurs. On voit bien que les « économies » sur ces 46 000 – et nous les faisons – ne concernent que quelques centaines d'emplois. Il y a impossibilité à aller au-delà. Si l'on prend les services extérieurs de l'Etat (2 475 000 fonctionnaires), on recense l'Education nationale (plus d'un million de personnes), des P.t.t. (446 000), de la Défense (455 000). Etudions ces chiffres un par un. En France, il est bien connu que le nombre d'enseignants est légèrement inférieur aux besoins.

Il est bien connu également – il y a un consensus là-dessus – que l'on ne peut remettre en cause notre système de Défense. La droite ne veut d'ailleurs pas y toucher. Comment va-t-elle donc faire pour procéder à ces économies ? Sur les P.t.t. ? Sur la distribution du courrier, sur l'équipement, sur l'administration des routes, sur l'administration sociale ? On voit très bien que si l'on écoutait la droite, on tuerait du même coup le fonctionnement d'ensemble des services extérieurs de l'Etat.

– Mais la gauche a quelque peu bloqué la situation...

– Tout à fait. J'ai toujours dit aux fonctionnaires : l'ensemble de la société doit participer à la politique de rigueur. Nous avons diminué le nombre de fonctionnaires d'environ 4 500 dans le cadre du budget de 1985 et dans celui de 1986. Ce chiffre est marginal par rapport au nombre de fonctionnaires. Pour les ministères, cela se traduit par l'obligation de gérer au mieux les effectifs et de rechercher les économies possibles.

Cet effort ne se traduit pas par une diminution du nombre réel de fonctionnaires sur le terrain. Pourquoi ? Pour quelques raisons très simples. On organise mieux les concours ; il y a un effort pour qu'entre la préparation du concours, la sélection des candidats, et la mise en service

(suite en page 8)

Pascal Lebrun



(suite de la page 7)

effective, il y ait un laps de temps le plus court possible. Une gestion rationnelle des effectifs. Mais ce serait une erreur – je l'ai dit tant au Premier ministre qu'au ministre de l'Economie et des Finances – d'aller au-delà de ces compressions.

– Vous parlez de la gestion du personnel. Quelle part l'informatisation des services a-t-elle prise dans votre action ?

– Deux chiffres à ce propos. Augmentation des crédits d'informatisation d'environ 12 % pour le budget 1985 et encore 12 % pour le budget 1986 : en gros 3 milliards de francs de crédits. Avec un effort énorme d'adaptation des fonctionnaires à ces nouvelles technologies. Je lance ainsi dans les jours à venir un plan de « culture informatique » pour 400 hauts fonctionnaires. En février, je mettrai sur rail le plan de formation de 100 000 fonctionnaires d'autorité. Il s'agit d'une formation décentralisée sous l'autorité des commissaires de la République.

– Quel contenu donnez-vous à ce plan de « culture-informatique » ?

– Il s'agit d'une formation qui se déroule sur des modules avec des supports techniques : films, cassettes, projections, formation assistée par ordinateur. Cela dure deux jours. Il ne s'agit pas de transformer des fonctionnaires d'autorité, a fortiori des hauts fonctionnaires, en utilisateurs, ni en techniciens. Le plan cherche à leur montrer en quoi les technologies nouvelles vont transformer complètement les modes de gestion et d'organisation de l'administration, les perspectives et les précautions à prendre. Leur permettre de mieux apprécier l'importance de cette transformation ses conséquences et aussi les dangers éventuels. Il s'agit donc bien d'une culture informatique.

– Justement, quelle est votre philosophie de la modernisation de l'Etat ?

– Voilà un débat extrêmement important : celui d'un Etat républicain confronté aux thèses de l'école libérale. Il y a deux

Pascal Lebrun



Jean Le Garrec recevant les syndicats de fonctionnaires.

perversions dans ce débat. La première consiste à « chasser » l'idée de l'Etat. Ce débat remonte au siècle dernier, la liberté des plus forts et la montée en puissance d'un Etat républicain qui s'efforce d'arbitrer au nom de l'intérêt collectif. Il y a une deuxième perversion. Il s'agit de l'occupation de plus en plus grande de l'espace par l'Etat dans nos sociétés à complexité croissante. L'envahissement de cet espace par l'Etat risque de créer des pesanteurs. C'est l'une des thèses favorites de certains écrivains de science-fiction, ou de certaines théories que l'on connaît bien : le « Big Brother » de « 1984 » de George Orwell qui montre un Etat très bureaucratique.

Face à ce risque, il y a besoin d'une affirmation fondamentale *mieux d'Etat* afin de lutter contre ce risque de perversion bureaucratique.

– Il y a des exemples de « mieux d'Etat » avec la gauche ?

– Le « mieux d'Etat » pour la gauche en 1985, c'est, par exemple, l'information des usagers. C'est le cas également de la protection des libertés par la diffusion de l'informatique. Autre exemple : les pluies acides, la pollution des forêts, un risque mortel. La volonté de combattre ce risque se traduira par de la réglementation.

Au niveau international. Face à cette société de plus en plus complexe, l'information du citoyen n'est pas égale. La grande société multinationale a les moyens d'être informée, tout comme le cadre supérieur et la profession libérale. L'artisan ? Ce n'est pas évident. Idem pour la petite entreprise. Le citoyen lambda n'a pas forcément les moyens d'être informé. Nous voulons créer, en France, le service public de formation aux usagers. Chaque citoyen confronté, par exemple, à la liquidation d'un dossier de retraite, au droit du travail, à un permis de construire, doit pouvoir trouver immédiatement l'information dont il a besoin pour régler son dossier.

– Justement, vous avez inauguré vendredi dernier un Cira (Centre international de renseignements administratifs) à Bordeaux...

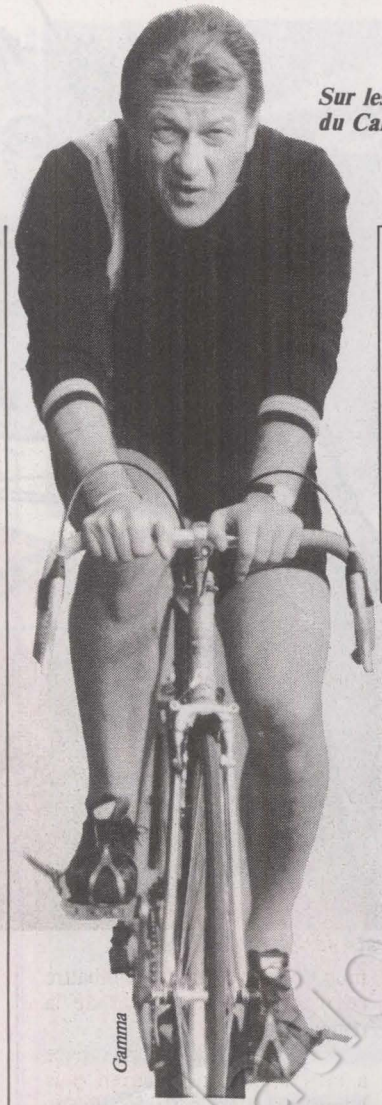
– De quoi s'agit-il ? D'un service où il existe des fonctionnaires de haut niveau. L'un spécialisé en droit fiscal, l'autre en droit du travail, un troisième en construction, etc. Le citoyen appelle, pose sa question. On peut et on doit lui répondre immédiatement. Celui de Bordeaux a reçu 200 appels en quelques jours. Nous traitons un million d'appels par an pour l'ensemble des Cira *(voir encadré)*. Mon objectif est d'en créer un par région. Dans les cinq années à venir, on traitera cinq millions d'appels.

– Ce sont, en quelque sorte, des médiateurs régionaux ?

– Si vous voulez. Les Cira aident à la vie de tous les jours. Mon objectif vise aussi à l'installation dans tous les départements d'un centre A.v.s. (Administration à votre service). J'en installerai vingt supplémentaires en 1986. Ces centres sont également destinés aux renseignements pratiques. Tous ces efforts participent du même esprit : la personnalisation des relations avec les usagers.

– Vous allez mettre des badges à tous les fonctionnaires ?

– Cela commence. Actuellement le nom du fonctionnaire qui traite un dossier figure sur la plupart des lettres expédiées aux usagers. Il est vrai que je n'ai pas encore réussi à généraliser le port du badge au guichet. Mais cela se fera. On peut aussi parler des programmes de simplification administrative de chaque ministère : permis de construire,



Gamma

Sur les routes du Cambraisis.

de conduire, simplification des feuilles de déclaration d'impôt, simplification des formalités pour création d'entreprise. Le président de la République l'avait promis : ces dernières démarches ne doivent pas prendre plus d'un an. On y a réussi. Il y a pourtant encore beaucoup à faire dans ce domaine mais le mouvement s'amplifie. Constatez-le vous-même : à l'issue de chaque Conseil des ministres, n'apprend-t-on pas à chaque fois des mesures de simplification administrative ? Mon rôle est de coordonner et d'impulser le mouvement. Nous avons aussi amplifié le rôle du médiateur et créé des médiateurs départementaux, comme cela va être annoncé dans les prochains jours. Nous cherchons à faire apparaître de plus en plus clairement la mission de « service du public » de l'administration , lutter contre le risque de perversion bureaucratique.

– Vous avez rencontré les organisations syndicales de fonctionnaires le 21 janvier afin de faire le point sur le terrain salarial. Que leur proposez-vous ?

– Il y a d'abord la négociation salariale de 1985. On avait abouti à un accord approuvé par quatre organisations : F.e.n., C.f.d.t., C.f.t.c. et autonomes. Ce rendez-vous prévoyait plusieurs mesures salariales : une politique de bas salaires, une réduction du temps de travail, etc. Nous nous étions basés sur une évolution des prix de 4,5 en glissement et de 5,20 en moyenne. Nous indexons notre politique salariale sur le futur, pour rappeller une expression du ministre des Finances. Il existe une clause de sauvegarde. J'ai pris l'engagement de faire le point dès que sera connu le résultat de la lutte contre l'inflation. On verra comment corriger...

– Il y aura rattrapage ?

– Il y aura rattrapage, de manière à garantir...

– De quelle ampleur ?

– Le rattrapage tiendra compte, en gros, de la différence entre la réalité des résultats en masse : 5,8, et l'objectif prévu : 5,2. Il y aura rattrapage sur 0,6.

La création des Cira

Les Centres interministériels de renseignements administratifs (Cira) sont spécialisés dans le renseignement par téléphone :

– Bordeaux	*56.29.18.18*
– Lille	*20.57.58.59*
– Lyon	*78.71.70.69*
– Metz	*87.31.91.91*
– Paris	*(1) 43.46.13.46*
– Rennes	*99.31.61.61*



Gamma

A sa permanence de Cambrai.



A.f.p.

Avec ses colistiers du Nord Michel Delebarre et Pierre Mauroy.

– Cela se traduira comment ?

– Je ne vais pas entrer dans les détails techniques. Cela donnera un montant X sur le salaire des fonctionnaires de février. Ce montant sera significatif. Nous aurons garanti la protection du pouvoir d'achat moyen en masse. Cela veut dire que si l'on prend le total des salaires perçus durant l'année 1985 – le montant déclaré au percepteur – et qu'on le compare avec le total des salaires perçus en 1984 le pourcentage d'augmentation correspondra à l'évolution moyenne des prix. C'est une politique salariale qui tient compte de la rigueur nécessaire.

– En francs, cela se traduira comment ?

– Il s'agira d'un rattrapage moyen de 560 F. Il ne s'agit donc pas d'une négociation. On constate. Nous respectons notre engagement. Et nous n'avons pas perdu de temps.

– Et pour 1986 ?

– Là, il s'agira d'une négociation. On remet les compteurs à zéro. Je n'en suis pas là, pour le moment. Il y a un grand souci de la rigueur tout comme de la justice sociale. Il y aura un peu plus que le maintien du pouvoir d'achat pour les bas salaires et ceux qui bénéficient d'une politique catégorielle. Pour les autres un peu moins que le pouvoir d'achat. Pour les années à venir, on peut espérer – la politique gouvernementale se poursuivant – élargir un peu les possibilités.

– Pour 1986, pourra-t-on « déverrouiller » un peu ?

– On n'en est pas là, mais on voit très bien que les choses vont dans le bons sens. C'est le cas des retraités de la fonction publique qui ont en majorité un livret de caisse d'épargne. A l'époque de Raymond Barre, leurs petites économies perdaient presque 6 % l'an. Grâce à la politique que nous menons, ces mêmes économies auront un gain de 2,5 %. Voyez la différence. Notre politique de rigueur s'efforce d'être socialement juste.

(Propos recueillis par Claude JADOUL)

ILS SONT FORMIDABLES !

Aux scrogneugneu chagrins qui prétendent que les Français ne savent plus vivre ensemble on peut opposer la superbe chaîne de solidarité organisée par Coluche, Europe 1, des bénévoles, des donateurs et le gouvernement (cinq millions de subventions) autour des restaurants du cœur.



Coluche, vu par Bellenger.

PAR PHILIPPE MAQUAT

UN chapiteau de toile bleu et blanc planté au milieu d'un ensemble sportif, rue Joseph Kosma, à Gennevilliers, en Seine-Saint-Denis. Jouxtant deux terrains, l'un de rugby, et l'autre de football, ce « resto » du cœur ne paie pas de mine à première vue. On peut même dire que lorsque les terrains sont déserts et que le ciel est bas, l'endroit n'est pas spécialement accueillant. Mais il ne faut pas se fier aux apparences car c'est sous ce chapiteau que chaque jour de 11 h à 15 h sont distribués entre 1 300 et 1 400 paniers-repas à des chômeurs, des indigents, des paumés, des exclus. Pas de contrôle, chacun reçoit un sac de nourriture — le plus souvent prévu pour 4 personnes — et s'en va ou s'attarde un peu pour bavarder. En cas de nécessité des repas chauds peuvent même être servis sur place. « Coluche est en train de réussir une magnifique opération, dit Yves Zinnen, le responsable du centre, un médecin généraliste belge de 37 ans, installé à Liège, mais qui est venu en France préparer un certificat d'anesthésie-réanimation. Une magnifique opération au niveau de la nourriture mais aussi à celui du réconfort moral. Car les gens sont isolés et ils ont envie de parler. »

Vivant seule et subissant un chômage intermittent depuis deux ans, Christiane est un peu dans ce cas. Employée au coup par coup dans une entreprise parisienne de marketing téléphonique, elle travaille en fonction des besoins des employeurs.

Besoins qui, depuis quelque temps, ont eu tendance à décroître dangereusement, poussant Christiane à avoir recours aux repas distribués par les restaurants du cœur. Mais pour ne pas avoir l'impression de mendier sa nourriture et de vivre en situation d'assistée, elle aide au fonctionnement du centre de Gennevilliers, y consacrant 4 à 5 heures de son temps par jour. Sans cesse à la recherche d'un travail stable, elle espère malgré tout que l'opération de Coluche, qui doit prendre fin vers le 20 mars, aura des prolongements et débouchera sur « autre chose ». Autre chose ? « Par exemple sur l'ouverture permanente d'organismes pour les exclus, ceux qui ne rentrent dans aucune catégorie et sont ballottés d'un service à un autre parce qu'ils sont en fin de droits, parce qu'ils n'ont plus de domicile fixe. » Les responsables de cette situation ? « Tout le monde dit Christiane sans hésiter. Pas plus la gauche que la droite, je ne fais pas de politique, mais tout le monde, tous ceux qui mangent à leur faim et ignorent les autres. »

Reste que la solidarité est en train de jouer à plein à l'occasion de cette opération lancée par Coluche et Europe 1. Depuis les étudiants de l'Ecole supérieur de commerce qui, à partir d'antennes régionales, dispatchent la nourriture entre les différents entrepôts, jusqu'aux donateurs (1) et aux bénévoles chargés sur place du fonctionnement des centres de distribution. Sans bien sûr oublier les municipalités qui fournissent le terrain, et le gouvernement qui y est allé de sa subvention de 5 millions de francs accordée à Coluche dès le mois d'octobre. Une formidable chaîne de solidarité s'est ainsi créée. « Normal, dit Yves Zinnen, le médecin belge. La société m'a personnellement favorisé en me permettant de faire des études poussées ; en conséquence je dois renvoyer l'ascenseur. » Il le renvoie si bien que, chaque année, il consacre une partie de son temps à des missions humanitaires : Médecins sans frontière ou, cette année, étant en France, les restaurants du cœur. « J'ai l'habitude de côtoyer la misère médicale, mais là c'est la misère humaine que je vois, ajoute-t-il. Car ces gens ont véritablement faim. »

Quelle abnégation !

Se voulant lui aussi apolitique, il estime néanmoins qu'au niveau de la C.e.e. une vraie prise de conscience européenne vis-à-vis du problème de la pauvreté tarde à apparaître. « Et dire que nous vivons dans des régions hyper-industrialisées » fait-il justement remarquer. Eternel paradoxe des sociétés développées qui tolèrent un quart monde. Yves Zinnen suggère donc la rapide généralisation d'un minimum garanti et décent pour les plus démunis.

« Ce serait une première bonne réponse au problème. » Un minimum vital il est vrai imposé par la loi en Belgique. Outre Yves Zinnen, Christiane et quelques

© Archives Jean-Jaurès



Sipa-presse

Distribution de vivres dans le premier restaurant du cœur ouvert à Paris dans le XIXe arrondissement.

autres bénévoles qui viennent donner un coup de main aux animateurs du centre lorsqu'ils ont un moment de libre, ce sont trois couples de la banlieue lyonnaise qui assurent en permanence la bonne marche du restaurant de Gennevilliers. Travaillant au sein d'une communauté qui s'efforce de réinsérer des hommes et des femmes en grande difficulté, ils connaissent les problèmes de la pauvreté. Et d'abord pour y avoir été confrontés eux-mêmes. C'est pourquoi ils ont répondu sans hésiter à l'appel de leur directeur – contacté par Coluche – pour venir animer ce centre de la banlieue parisienne.

Mais avant de se rendre à Gennevilliers, ils sont allés chercher la toile du chapiteau dans une autre communauté du Gard et l'ont essayée à Lyon, avant de l'installer pour de bon en Seine-Saint-Denis, près des terrains de sport, et juste à côté des caravanes où ils logent. Un peu à l'étroit. Mais sans se plaindre. Quelle abnégation en tout cas de la part de ces bénévoles au grand cœur !

Plein de bûches de Noël

Le vent soufflant un peu trop fort, les animateurs furent certes obligés de fermer le centre pendant une journée voici quelques semaines, sécurité oblige. Mais à ce jour le chapiteau, contrôlé chaque jour et gardé la nuit pour éviter les vols est solide. « Il tiendra jusqu'au printemps et même après s'il le faut », assure Maurice, l'un des bénévoles lyonnais.

« Lorsque nous sommes arrivés le 17 décembre, quelques jours avant l'ouverture du restaurant il faisait un peu froid raconte de son côté Anne-Marie. Mais trois jours après le chauffage et l'électricité sont arrivés. » Les premiers dons en nourriture aussi. « On a reçu plein de bûches de Noël au moment des fêtes poursuit Anne-Marie. Ce fut vraiment très sympa car les gens n'auraient jamais pu se les payer. » Carrefour, Leclerc, Monoprix et d'autres commerçants approvisionnent en effet le



A.f.p.

centre par le biais d'opérations ponctuelles. Ainsi Carrefour offre-t-il 500 baguettes de pain chaque jeudi alors qu'une entreprise a récemment envoyé 8 000 yaourts qui ne pouvaient plus être livrés dans les commerces à cause d'une date de péremption, non pas dépassée, rassurez-vous, mais seulement trop rapprochée. Un autre commerçant de Gennevilliers a prêté de son côté un téléviseur. Mais du gâchis il y en a parfois : ainsi 25 000 croissants, ont-ils été jetés à la poubelle le jour du départ du rallye Paris-Dakar à Versailles, le 1er janvier dernier, les animateurs des Restaurants du cœur étant arrivés trop tard. « Mais ce qui nous manque surtout ce sont les fruits et les laitages précise Anne-Marie. C'est sans doute trop cher. »

Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de ces livraisons ponctuelles faites par quelques commerçants et grandes surfaces proches, l'essentiel de la nourriture des restaurants est acheté. « Les frais de fonctionnement étant nuls, à l'exception du gaz-oil, puisqu'aucune compagnie n'a voulu nous aider, notre budget de 7 millions de francs a été réinvesti en nourriture confirme Yves Zinnen. Nous achetons certes à des prix concurrentiels, nous sommes par exemple en contact avec Coca-Cola actuellement, mais nous achetons des produits de premier choix. » Des produits qui sont ensuite stockés dans des entrepôts, situés à proximité des centres dont une chambre froide prêtée par... la B.n.p. En fait, rien n'est laissé au hasard dans les centres. D'abord au niveau des menus, qui dans la mesure du possible sont équilibrés, faisant alterner comme à Gennevilliers, viande, poisson et œufs. Ensuite au niveau de la comptabilité, tout ce qui rentre et tout ce qui sort étant rigoureusement répertorié. Cela en liaison avec les étudiants des écoles commerciales et avec le concours d'une association animée par trois managers à la retraite. Créée à la demande du ministère de l'Agriculture, cette association gère les fonds de l'entreprise « Restaurants du cœur ». Il en existe actuellement 250 en France. Dont un qui vient d'ouvrir à Paris, rue d'Aubervilliers dans le XIXe arrondissement. Et cela malgré la mauvaise volonté mise par Jacques Chirac à fournir un terrain. Avez-vous pensé à l'image de la capitale ?

Un peu trop de social

Rien n'est laissé au hasard, c'est vrai. Pourtant les gens de Gennevilliers seraient encore plus efficaces dans leur action s'ils pouvaient disposer d'une petite camionnette, obligés qu'ils sont de rouler à tout propos avec leur « 10 tonnes. » « Cela limiterait nos frais de gaz-oil pour aller chercher le ravitaillement dans les entrepôts, dit Maurice, et nous pourrions plus facilement porter la nourriture à ceux qui sont âgés ou handicapés. » Il faut aussi penser à ceux qui ne peuvent se déplacer. Les animateurs des restaurants y ont pensé. Mais avec leur seul « 10 tonnes » rien n'est simple, on s'en doute.

En tout cas les Restaurants du cœur n'hésitent pas à sortir de leur fonction initiale pour aller encore un peu plus loin. Ce qui, toutefois, fait dire à Yves Zinnen : « Nous faisons quand même un peu trop de social. » Et, sous-entendu, d'autres pas assez. Du social en s'efforçant, par exemple, de trouver un logement à ceux qui n'en ont plus. Ainsi un couple d'une cinquantaine d'années au chômage et fraîchement expulsé du logement qu'il occupait, est-il venu leur demander de l'aide voici peu. Tout simplement parce qu'ils ne savaient plus à qui s'adresser... ●

(1) *Les dons en espèces peuvent être envoyés à B.c.p., 89, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, et pour tous renseignements complémentaires, contacter : Organism-Escp : 43-55-66-66.*

CHOMAGE : ENFIN LA DECRUE TANT ATTENDUE

PAR STEPHEN GERE

Les statistiques du chômage ont diminué en décembre pour le quatrième mois consécutif depuis le point culminant d'août 1985 : phénomène qui fait de l'année 1985 la première année de baisse de chômage depuis... 1967...

« SAVEZ-VOUS quand la cote de popularité de Ronald Reagan a commencé à remonter ? » demanda un jour le conseiller d'un ministre à quelques journalistes. « C'était peu avant la fin de son premier mandat présidentiel, deux ou trois mois après le retournement de la courbe du chômage aux Etats-Unis, quand les Américains ont commencé à prendre conscience de ce qui se passait... »

Ce phénomène « indice de satisfaction/taux de chômage » a longtemps dû laisser François Mitterrand songeur. Et le fait est que les statistiques du chômage ont diminué en décembre pour le quatrième mois consécutif depuis le point culminant d'août 1985. Le nombre des demandeurs d'emploi a terminé l'année à 2 322 000. Après l'avoir commencée un petit peu au-dessus de 2,4 millions. Du coup, 1985 est la première année de baisse du chômage depuis... 1967.

« L'effet Reagan » n'a pas manqué à son tour de se produire. La cote de popularité de François Mitterrand se redresse régulièrement depuis quelques semaines. Selon un sondage publié lundi par « Le Point », l'indice de satisfaction du président de la République est remonté, excusez du peu, de sept points ! Pour la première fois depuis longtemps, le nombre des Français qui se montrent satisfaits du président dépasse celui des mécontents : et les premiers atteignent maintenant 50 %. Ce retournement de la courbe du chômage va-t-il se confirmer ? Arrive-t-il assez tôt pour permettre au président et à sa majorité d'en tirer un bénéfice politique ? La réponse à ces questions... dans deux mois.

Toujours est-il qu'après avoir augmenté de près de 300 000 unités en 1984, le chômage a diminué de 84 000 personnes l'an dernier. En données corrigées des variations saisonnières. Car, on données brutes, la chute est de 88 000 : le nombre des demandeurs d'emploi est passé de 2,52 millions (chiffres bruts) à 2,43 millions. La décrue ! Et dans le dernier mois de l'année, le chômage a concerné 33 000 personnes de moins. Une bonne nouvelle.

Mais une bonne nouvelle qui est surtout statistique. Et une statistique qui ne doit pas masquer la réalité : puisque le nombre des demandeurs d'emploi est en diminution, on peut croire que la population active est en accroissement. Ce qui n'est pas le cas. L'emploi continue de régresser, même si c'est à un rythme plus lent depuis que l'hémorragie qui a touché les industries traditionnelles a été jugulée. Mais le plan de restructuration de la sidérurgie n'est pas achevé et d'autres vagues de travailleurs vont quitter, en 1986 et 1987, les aciéries. De même, Renault va encore perdre près de 10 000 salariés cette année. Sans compter que la modernisation des services, comme la banque, est devant nous et que la crise du pétrole finira par affecter les compagnies pétrolières.

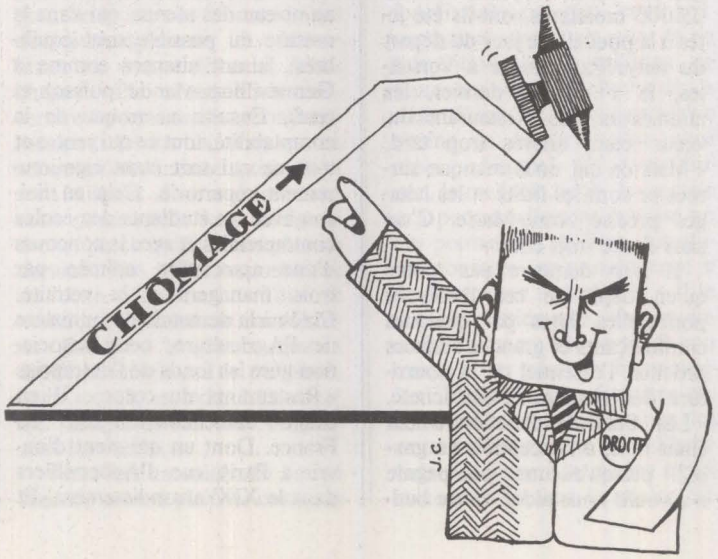
La principale cause de ce résultat tout statistique est le traitement social du chômage. D'abord parce qu'il est difficilement pensable de pratiquer un traitement économique avec un taux de croissance de 1 %, voire 1,5 %. Les experts de Pierre Bérégovoy ont suffisamment dit qu'il fallait pousser la machine à 3 % de croissance pour parvenir à stopper la progression du chômage par les seuls moyens économiques. Le rétablissement des grands équilibres se concilie mal avec la lutte contre le chômage.

Alors vive le traitement social qui suppose que ce gouvernement modernise son industrie en évitant que cela fasse trop mal socialement. En premier lieu il y a les T.u.c. qui approchent les 190 000 en décembre, alors qu'ils n'étaient que 7 000 fin janvier. Mais personne ne s'est caché d'avoir fait des T.u.c. : Michel Delebarre, le ministre du Travail, a souvent répété qu'il préférait un « tuciste » à un chômeur. Il y a aussi l'assouplissement des contrats à durée déterminée, le développement du temps partiel et du travail intérimaire. Selon une étude réalisée par l'O.c.d.e. c'est à la flexibilité et à la mobilité de leurs travailleurs que les Etats-Unis doivent d'avoir augmenté le nombre des actifs, en créant notamment 30 millions d'emplois depuis 1970. De la même façon, on peut considérer que c'est la flexibilité introduite depuis le début de 1985 qui a permis, en grande partie, de faire baisser le chômage l'an dernier. On mesure dès lors l'urgence avec laquelle le gouvernement a intérêt à faire aboutir la loi sur l'aménagement du temps de travail.

L'autre artisan du retournement de la courbe de chômage, c'est ce frémissement observé sur le marché du travail. Il ne s'agit certes encore que d'un frémissement, mais c'est déjà le signe que l'emploi commence à réagir à l'amélioration des indices macro-économiques.

C'est ainsi qu'en décembre 97 000 demandeurs d'emplois sont venus se faire rayer des listes de l'A.n.p.e. après avoir trouvé de l'emploi par eux-mêmes. Une progression de 16 % par rapport à décembre 1984, même si les offres d'emploi en fin de mois restent à un niveau extrêmement bas.

Mais surtout, il y a cette disposition croissante de la part des chômeurs à se venir en aide. Souvenez-vous de la petite phrase de Raymond Barre qui avait fait fureur à l'époque où il était le Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing : au lieu de manifester leur mécontentement, avait dit en substance le futur député de Lyon, les chômeurs feraient mieux de créer leur entreprise. Eh ! bien 70 000 d'entre eux ont pris au mot l'ancien Premier ministre... cinq ans après. Et avec la gauche au pouvoir ! Ce qui prouve déjà que ce gouvernement ne décourage pas, autant que certains le prétendent l'initiative économique. Mais ce qui montre aussi une attitude trahissant un grand changement dans les mentalités, un changement issu de la prise en compte de la crise. En 1985, les Français n'étaient pas ces assistés que la droite accusait la gauche de fabriquer : ils se prenaient économiquement en charge. Une révolution culturelle, certes, et l'avoir suscitée n'est pas le moindre des mérites de cette gauche tant décriée.



PAR STEPHEN GERE


Keystone

Margaret Thatcher et François Mitterrand, à Lille.

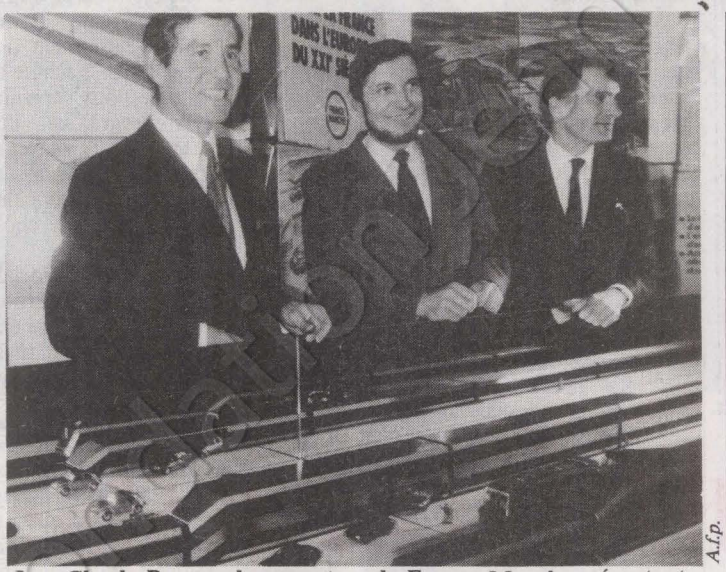
Cocorico pour un passionnant projet !

« C'est un projet passionnant, parce qu'il s'agit d'une réalisation nouvelle, une grande entreprise, parce que c'est un ouvrage digne de notre époque et des aspirations des peuples de nos deux pays. Avant tout c'est un défi. » Tout cela est dit avec un charmant accent par Maggie Thatcher. Le projet passionnant, c'est le tunnel sous la Manche dont on connaît l'identité depuis que François Mitterrand l'a révélé lundi à Lille : ils — le président français et le Premier ministre britannique — ont choisi le projet France-Manche dont le chef de file est le géant du bâtiment et travaux publics Francis Bouygues. Cocorico, donc, pour le B.t.p. national puisque dans France-Manche se trouvent pas moins de cinq groupes français de ce secteur : Bouygues, Dumez, Spie Batignolles, la Société générale d'entreprises et S.a.e. On en attend des retombées très positives pour l'activité économique : pour la durée des travaux le chiffre de 15 000 emplois dont 10 000 dans le Pas-de-Calais a été plusieurs fois avancé.

On dit que ce sont les suites de Westland (l'affaire du constructeur britannique d'hélicoptères que le Premier ministre de sa Majesté veut voir repris par des intérêts américains) qui ont contraint Margaret Thatcher à accepter un projet de tunnel français pour mettre du baume sur les susceptibilités européennes. Quoiqu'il en soit, voilà un tunnel qui achèvera de faire une place aux deux chefs d'Etat dans les livres d'histoire...

Air France fait des bénéfices

Quand il était encore ministre de l'Industrie, Laurent Fabius avait annoncé qu'en 1985 toutes les entreprises publiques hors sidérurgie et Renault dégageraient des résultats positifs. Mission accomplie : il ne se passe pas de semaine sans qu'une entreprise annonce des bénéfices. Cette fois, c'est Air France qui, avec 700 millions de francs de bénéfice net fait état d'une amélioration de 31 % de ses résultats d'exploitation. Des résultats d'ailleurs si brillants que les investissements privés commencent à s'intéresser à la compagnie aérienne. Pour la première fois depuis plusieurs dizaines d'années Air France va d'ailleurs payer des impôts (400 millions) au titre de l'exercice 1985. Il faut aussi noter que la compagnie a rapporté 5,5 milliards de francs de devises à la balance des paiements. Enfin, grâce à l'accroissement du nombre de ses passagers, et à la chute des cours du pétrole, Air France a rentabilisé ses lignes desservies par Concorde, dont on a célébré cette semaine le dixième anniversaire du premier vol commercial. Une nouvelle qui donne un regain d'intérêt au plus bel avion du monde : l'Aérospatiale révélait en effet la semaine dernière qu'elle avait dans ses cartons un successeur pour Concorde. 300 personnes transportées à 8 000 km et à la vitesse de Mach 3. Le moment est-il venu de se passer d'une industrie aéronautique nationalisée ?


A.f.p.

Jean-Claude Parayre le promoteur de France-Manche présentant son projet à Jean Auroux.

E.d.f. enfin rétablie !

En présentant en fin de semaine dernière les résultats d'E.d.f., son président Marcel Boiteux avait le sourire. « E.d.f. est maintenant, disait-il, une entreprise en bonne santé. » Il venait d'annoncer qu'elle avait gagné 900 millions de francs l'an dernier.

Il faut bien avouer que ce géant de l'électricité (130 milliards de chiffre d'affaires) ne nous avait pas habitués à de pareils résultats. E.d.f. qui avait réalisé un déficit de près d'un milliard de francs l'an dernier, en a perdu 23 (!) au total au cours de ces dernières années. Et c'est la mise en service des centrales nucléaires qui vient sortir E.d.f. de l'ornière. Avec une électricité moins chère à produire, l'entreprise est plus compétitive. Résultat : elle grignote des parts de marché et exporte de l'énergie, notamment vers l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Une meilleure santé qui devrait également profiter aux consommateurs. Les tarifs, qui ont baissé de 1 % (historique ! C'est la première fois dans l'histoire de notre pays que le prix de l'électricité baissait) en décembre, baisseront encore en 1986. Les socialistes, par qui l'électricité baisse...

Martin Malvy contre la dénationalisation d'Elf Aquitaine

« On ne joue pas avec des entreprises qui sont partout reconnues comme étant parmi les meilleures du monde, afin de récupérer quelques voix », a déclaré Martin Malvy, secrétaire d'Etat à l'Energie, alors qu'on lui demandait son sentiment à propos de la dénationalisation d'Elf Aquitaine, avancée comme un élément clé du programme énergétique de l'opposition. Une privatisation qui, n'étant pas mentionnée dans la plate-forme R.p.r./U.d.f. ni dans les programmes de dénationalisation initiaux, fait dire au ministre que « comme depuis quelques mois les programmes de l'opposition évoluent de semaine en semaine », il en attend la « version définitive » avant de se prononcer. « Néanmoins, ajoute-t-il, je ne fais pas une religion des nationalisations, mais je trouve malsain qu'on triture l'économie française en fonction des échéances électorales. »



Le président Gemayel.

Scène de rue ordinaire à Beyrouth.

Samir Geagea.

Sipa-presse

CHRETIENS LIBANAIS: CEUX QUI VEULENT MOURIR

PAR JEAN LIBERMAN

Le combat fratricide entre chrétiens libanais n'est que l'ultime tentative désespérée et suicidaire d'une minorité autrefois prépondérante pour maintenir sa prééminence économico-politique sur un Liban qui lui échappe.

***DEUX CENTS** morts en de brefs combats : la férocité, devenue courante, avec laquelle les miliciens chrétiens partisans du président Gemayel, alliés aux Forces libanaises (chrétiennes) de Samir Geagea, ont réglé son compte au chef de ces Forces, Elie Hobeïka, pour avoir cosigné avec les dirigeants musulmans et druzes l'accord de Damas n'est pas qu'un épisode ponctuel de plus dans l'imbroglio libanais. Derrière ce combat fratricide, l'enjeu, historique, n'est ni plus ni moins que la volonté chrétienne désespérée du maintien de sa prééminence économico-politique, dont la contestation musulmane a été l'une des principales origines de l'interminable guerre du Liban.*

On peut se demander si, en optant pour l'insupportable défi à la Syrie d'Assad que constitue l'élimination d'Hobeïka, le camp phalangiste n'a pas choisi une option suicidaire.

Que ce soit par réalisme ou par volonté de pouvoir (contre Gemayel et son second à la direction des F.p., Samir Geagea, l'ex-pro-Israélien qui lui succède aujourd'hui) Elie Hobeïka avait compris, en se résignant à des concessions sérieuses du pouvoir chrétien pour l'accord de Damas, qu'il fallait désormais en passer par les exigences de la domination syrienne au Liban. Concessions qui semblaient devoir aboutir au moins à une trêve sinon à un règlement inter-libanais, et qui préservaient d'ailleurs en partie les prérogatives des chrétiens. Ainsi, conservaient-ils la parité de représentation alors qu'ils ne constituent que 30 % à 40 % de la population.

Collection Jean Jaurès

Mais l'ambitieux Hobeïka (ex-massacreur des Palestiniens de Sabra et Chatila) avait sous-estimé la résistance de la « rue » chrétienne et des Phalangistes de Gemayel à d'autres concessions ; en particulier la réduction des pouvoirs du président, toujours chrétien, mais qui débouchait sur une logique plus gouvernementale de décision, donc plus soumise à « l'arbitrage » syrien.

Du côté de Damas c'était pourtant le maximum qu'on pensait pouvoir faire pour les chrétiens si l'on ne voulait pas s'aliéner les autres parties, notamment les Chiites représentant à eux seuls 40 % des populations. Et surtout pour que les vainqueurs aient les mains assez libres dans ce Liban chèrement payé.

En osant dire non à Assad, prix à payer sans doute pour garder la confiance des autres, Gemayel (qu'on songe au sort de Kamal Joumblatt) (1) n'a-t-il pas fait preuve d'une audace suicidaire ?

Certes, les Syriens avaient, en début de semaine, quelque peu relâché leur amorce de rétorsion militaire par milices libanaises interposées. Est-ce à dire qu'ils seraient prêts à entrer dans le jeu possible de Gemayel et des siens qui, conscients des risques d'un affrontement, auraient surtout voulu faire monter les enchères en vue d'un réaménagement politique plus avantageux des accords ?

Il faudrait d'abord que son compatriote et non moins adversaire, le nouveau chef des Forces libanaises, Samir Geagea, qui réclame maintenant la réunification sous son autorité de l'ensemble des milices chrétiennes – dont celles de Gemayel – lui en laisse le loisir. Face à ce rival de taille et à un Assad qui ne saurait attendre ses jours ne sont-ils pas comptés ? La réponse ne saurait tarder. Mais une nouvelle confrontation pourrait cette fois signifier la fin d'un certain Liban.

(1) Chef druze assassiné par les services syriens.



Réfugiée et ses enfants.

SUD-LIBAN : CEUX QUI VEULENT VIVRE

Dans le Sud-Liban des hommes et des femmes de différentes religions veulent vivre ensemble refusant la fatalité de la guerre. Ils comptent sur notre solidarité.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

DES années de violence nous ont habitués à considérer le Liban comme une terre d'affrontements interminables et sanguinaires. Dans ce maelström meurtrier la paix peut-elle renaître ? C'est un pari difficile, sans doute, mais face aux puissances suicidaires qui embrassent les différentes factions libanaises c'est peut-être la seule attitude raisonnable, vitale. Dans le Sud-Liban, des hommes et des femmes, de différentes religions veulent vivre ensemble, refusant la fatalité de la guerre. Cela mérite d'être dit.

Pour apporter leur soutien aux personnes engagées dans ce pari des représentants de quatre O.n.g. françaises, Solidarités internationales, Emmaüs, Cimade et le C.c.f.d. sont allés passer les fêtes de Noël à Saïda et dans d'autres villages de cette région. Accueillis par le père Salim Ghazal, vicaire grec catholique de Saïda et par Mgr Grégoire Haddad, évêque grec catholique ils ont pu rencontrer les autorités civiles et religieuses musulmanes et catholiques.

Des milliers de personnes ont quitté leur foyer. Certaines ont pris la décision de rentrer malgré l'insécurité qui règne encore dans cette zone. « Il s'agit d'empêcher que cette population ne sombre dans le désespoir, il faut donc lui donner les moyens de vivre sur sa terre. » C'est là le sens de l'initiative que ces quatre O.n.g. essaient de mener à bien avec le soutien du ministère de la Coopération. Au-delà d'une aide d'urgence, nécessaire mais toujours insuffisante face aux problèmes qui sont à l'origine de l'exode, ces organismes s'engagent à favoriser « le développement agricole et l'intégration des villages de confessions différentes, par le biais d'un puits commun, d'un élevage de vaches ou d'une coopérative laitière. » Certains préfèrent les déclarations tonitruantes, les gestes « politiques » spectaculaires ou, plus clairement, profitent de la misère humaine pour leurs basses œuvres politiciennes. Ainsi, une partie importante de la droite française ne cesse de faire de la propagande sur le dos « des chrétiens du Liban ». Paroles, paroles. Il vaut mieux des actes, des initiatives qui prennent en compte la complexité de la réalité libanaise prenant parfois le risque d'apporter sur place quelque chose de concret. Et d'efficace.

Souvent ballottées entre les différentes milices, les populations du Sud-Liban manifestent une réelle volonté de vivre ensemble. C'est cette réalité que Jean-Pierre Filiu, membre du conseil d'administration de Solidarités internationales a pu constater sur place. Lors des réunions inter-communautaires les principaux problèmes de ces populations ont été soulevés.

Selon Jean-Pierre Filiu : « L'insécurité règne encore dans la région Jezzine-Saïda et les villageois ont peur de se déplacer vers la ville de Saïda ou vers Beyrouth. La présence militaire d'Amal garantit les villages contre les vols et les exactions, mais la crainte des enlèvements demeure. Sans possibilité d'aller vers les villes, les fonctionnaires perdent leurs salaires. Dans certains villages la population chiite s'est installée dans les maisons vides, ce qui rend difficile le retour des chrétiens originaires. Un des problèmes prioritaires est actuellement la scolarisation des enfants, sur un total de 2 143 enfants, plus de 1 500 ont besoin d'une aide à la scolarisation. Par ailleurs, le problème du chômage commence à se poser sérieusement. Les médicaments deviennent trop chers, les soins ne sont pas gratuits. Les personnes âgées et les enfants souffrent d'une situation sanitaire peu satisfaisante (1). »

Les chrétiens qui ont choisi le retour doivent donc affronter seuls tous ces problèmes. Situation précaire et dangereuse. Les équilibres militaires sont fragiles dans cette région toujours soumise à un état de guerre latente. 6 000 chrétiens son revenus. Ils veulent vivre dans des villages mixtes. Le seul espoir pour le Liban se trouve peut-être dans cette volonté de vivre ensemble. Notre solidarité peut les aider. ●

(1) Solidarités internationales (98, rue de l'Université, 75007 Paris) a confectionné un dossier très complet sur le travail entrepris dans cette région.

DESARMEMENT

Gorbatchev bouscule Washington

La Maison-Blanche paraît avoir été surprise par le contenu des nouvelles propositions sur le désarmement faites le 15 janvier à Moscou par Mikhaïl Gorbatchev. L'accueil positif fait à ces propositions par le président Reagan lui-même, même s'il constitue un événement, n'en traduit pas moins un certain embarras des dirigeants américains. A en croire le « New York Times », ceux-ci admettent même en privé qu'ils se trouvent soudain devant « des choix difficiles que nous ne souhaitions pas faire jusqu'à présent ». Le plan énoncé par le secrétaire général du P.c.u.s. comporte trois étapes.

La première qui irait de 1986 à 1990, impliquerait notamment une réduction de 50 % des armements nucléaires capables d'atteindre le territoire de l'autre puissance ; la renonciation à tout missile à moyenne portée en Europe et, bien entendu, la renonciation à toutes armes spatiales de frappe.

La seconde étape, également sur cinq ans, permettrait de poursuivre les réductions déjà entreprises avec gel des arsenaux, y compris en ce qui concerne les forces nucléaires française et britannique.

Quant à la dernière étape, qui s'achevait à la veille de l'an 2000 elle verrait la fin de la liquidation de toutes les armes nucléaires.

L'embarras des Américains vient de ce qu'ils ne peuvent se contenter de répondre qu'un tel plan n'est qu'une manœuvre de propagande. Les propositions de Mikhaïl Gorbatchev vont, en effet, beaucoup plus loin que toutes celles qui ont été faites par les Soviétiques du temps de Leonid Brejnev ou dans les années suivantes, notamment en admettant que l'U.r.s.s. pourrait renoncer à tout missile de moyenne portée en Europe alors qu'elle soutenait jusqu'ici que les S.s. 20 étaient nécessaires à sa défense et qu'elle avait même entrepris d'en augmenter le nombre après l'installation de fusées Pershing et de missiles de croisière dans plusieurs pays d'Europe occidentale. Gorbatchev, dont l'un des grands objectifs est d'éviter d'avoir à se lancer dans une nouvelle escalade, fort coûteuse, des armements spatiaux, se place donc tout à coup sur le terrain même des Américains, qui justifient l'initiative de défense stratégique (I.d.s.) du président Reagan par l'argument que celle-ci rendrait inutiles les missiles à moyenne portée en Europe : si ceux-ci peuvent disparaître en quelques années, est-il raisonnable de se lancer dans des dépenses totalement démesurées pour leur substituer un autre système de défense ?

La question qui se pose, du côté américain, est donc celle de savoir si l'on est prêt à discuter du plan soviétique en acceptant l'éventualité d'avoir à renoncer sinon à la recherche du moins à la fabrication d'armes spatiales, ce que Washington a, jusqu'à ce jour, refusé d'envisager. La question que soulève le plan soviétique et à laquelle Mikhaïl Gorbatchev n'a pas clairement répondu est celle de savoir si ce plan forme un tout indissociable ou si Moscou est prêt à examiner le problème des missiles en Europe avant même que Washington n'ait pris des engagements sur l'I.d.s.

La prochaine reprise des négociations américano-soviétiques à Genève permettra sans doute d'en savoir plus. En tout cas, le chef du Kremlin, exploitant à merveille le climat favorable né de sa dernière rencontre avec Reagan, peut se flatter de les avoir fait sortir d'un seul coup de la routine dans laquelle elles s'enlisaient depuis des années.

C.E.



Mikhaïl Gorbatchev, vu par Daullé.



A.f.p.

Vinicio Cerezo félicité par sa femme après son élection

GUATEMALA

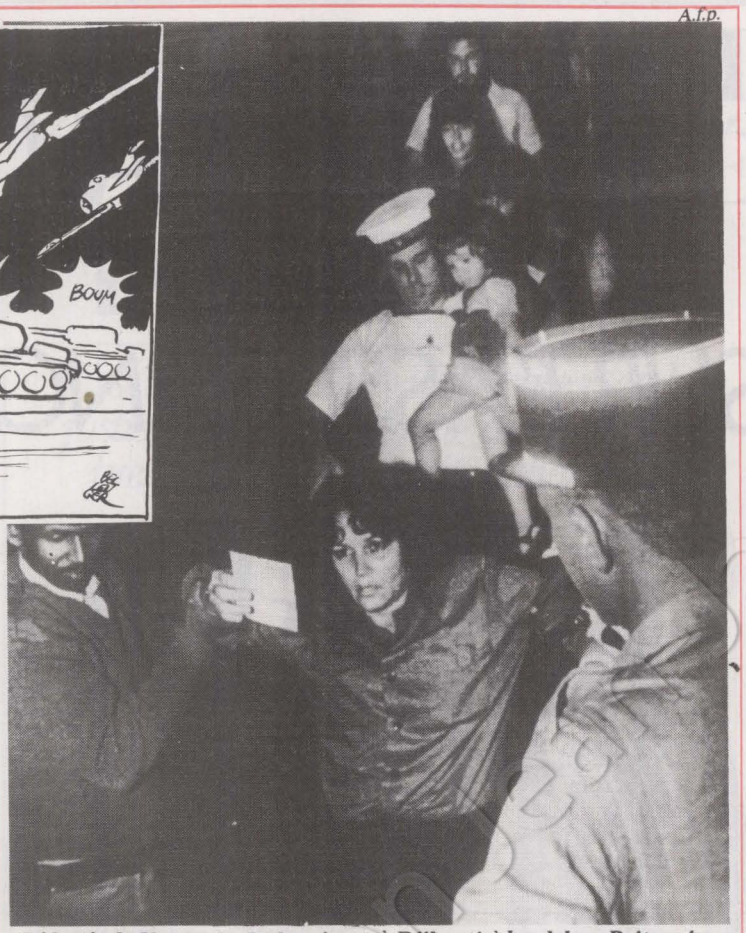
Le bras de fer du président Cerezo avec les militaires

Nouveau départ ou fausse route ? Le fraîchement élu président du Guatemala n'aura pas la tâche facile. Après des années de dictature militaire, un civil, le démocrate chrétien Vinicio Cerezo, remplace à la tête de l'Etat les généraux d'une armée qui continue sa guerre contre les insurgés. De fait l'armée contrôle les ressorts essentiels du pouvoir. La marge d'action du président Cerezo sera forcément réduite. Il lui faudra rapidement asseoir son autorité face à une société divisée par les conflits sociaux et économiques et qui connaît aussi des affrontements militaires sérieux ayant obligé une grande partie de la population à fuir le pays. Des milliers de Guatémaltèques ont trouvé un précaire refuge de l'autre côté de la frontière, dans le voisin Mexique.

La première épreuve de force entre le gouvernement civil et les chefs militaires va se nouer autour de la question des droits de l'homme. Au mois de décembre, une mission mandatée par la



A.f.p.



Réfugiés du Yemen du Sud arrivant à Djibouti à bord du « Britannia ».

Fédération internationale des droits de l'homme s'est rendue au Guatemala. Roger Rouquette, député socialiste, faisait partie de cette mission composée en outre d'Antoine Garapon, magistrat, et d'Alain Breton, chercheur au C.n.r.s. Dans leur rapport on peut lire : « L'élection et ses résultats n'ont pas marqué de changement significatif concernant la pratique des disparitions et des exécutions sommaires (ainsi, durant le séjour de la délégation, le cadavre d'une jeune fille qui avait été torturée avant de mourir, a été découvert à Guatemala-City). Le groupe d'appui mutuel (Gam) (1) est déterminé à obtenir des réponses précises sur le sort des disparus et les châtiments prévus par la loi pour les responsables. Il existe une volonté politique déclarée de la part du président élu et de certains de ses conseillers de respecter et de faire respecter les droits fondamentaux de la personne humaine. »

Pour Roger Rouquette la période nouvelle qui s'ouvre au Guatemala soulève une question : « Le nouveau pouvoir aura-t-il l'autorité nécessaire pour faire respecter sa politique d'ouverture annoncée et les résultats économiques escomptés et, notamment, garantira-t-il à la Cour suprême les moyens concrets de faire respecter les droits de l'homme ? Les membres de cette mission ont fait état de leurs craintes d'assister dans ce pays « à un regain d'activité de la part des groupes armés, qu'ils soient l'émanation directe de l'armée, de la police et/ou des groupes d'extrême droite. »

Questions pertinentes et craintes fondées. Un jour avant la passation des pouvoirs, qui a eu lieu le mardi 14 janvier, le président sortant, le général Mejia Victores, a promulgué à la sauvette un décret d'amnistie générale qui couvre en particulier les crimes et les violations des droits de l'homme commis par l'armée depuis 1982. Véritable provocation à l'égard du nouveau pouvoir civil, cette amnistie marque aussi, aux yeux des militaires, les limites que Vinicio Cerezo ne peut pas dépasser. Mauvais début pour le nouveau gouvernement.

---

(1) Groupe d'appui mutuel, (Gam), mouvement des mères et des parents des disparus au Guatemala. Entre 1954 et 1985, 38 000 personnes ont disparu. Le compte rendu de la mission « Guatemala » peut être demandé à la F.i.d.h. 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

YEMEN DU SUD

Du coup d'Etat à la guerre civile

Des milliers de morts, une véritable guerre civile, l'exode dramatique des Européens : qu'un pays d'obédience moscovite avec ses 18 000 soldats soviétiques, sa dépendance économico-militaire et son parti unique, comme la République populaire du Yémen du Sud, ne constitue pas une garantie de stabilité pour son protecteur, on en a à nouveau la démonstration. Curieuse similitude, d'ailleurs, entre, d'une part, la brutalité sanguinaire du conflit dans ce pays entre communistes pro-soviétiques dits « durs », comme le conjuré, l'ancien président Fatah Ismaïl et les plus « ouverts », comme le président en exercice, Ali Nasser, et, d'autre part, les tendances irréductiblement antagonistes, Kalk et Parcham du P.c. afghan.

La différence est, qu'à la grande désolation de Moscou, l'engrenage d'affrontements entre hommes d'appareil est devenu ici catastrophique du fait de l'entrée en lice des tribus auxquelles certains sont liés. On conçoit que l'U.r.s.s. devant les menaces pesant sur une position stratégique aussi précieuse qu'Aden, ait tenté par tous les moyens de calmer le jeu. Elle redoute surtout l'intervention du Yémen du Nord pro-occidental, déjà larvée, d'ailleurs à travers quelques milliers de « contras » à l'œuvre chez sa sœur du Sud. Après quelques jours de silence prudent, le chef de l'Etat nord-yéménite a lancé un appel aux deux factions opposées de venir négocier sous son égide dans sa capitale Sanaa. Initiative qui aurait été prise en concertation avec Yasser Arafat mais qui a peu de chances de plaire aux Soviétiques.

J.L.

AFGHANISTAN

L'armée soviétique voit rouge !

Des généraux afghans qui espionnent pour la résistance ! Les autorités militaires soviétiques voient rouge. Elles auraient ordonné l'emprisonnement de plusieurs généraux afghans accusés d'avoir fourni de précieux renseignements militaires aux hommes de la résistance dirigés par le commandant Massoud. Des sources diplomatiques occidentales, citées par A.f.p., ont donné ces informations en ajoutant une précision importante. L'état-major de l'armée rouge interdit que tout Afghan soit informé plus de quatre heures à l'avance des mouvements de l'armée soviétique. La confiance règne ! Cette mesure met en évidence les difficultés croissantes rencontrées par l'U.r.s.s. en Afghanistan et qui se sont aggravées pendant l'année 1985. Ainsi, plusieurs sources basées à Kaboul ont fait état d'affrontements entre des factions rivales du Parti démocratique du peuple afghan, organisation au pouvoir à Kaboul.

Les négociations entre le Pakistan et l'Afghanistan ont fait des progrès sérieux. C'est du moins l'avis des milieux proches du secrétaire général des Nations unies. Les négociateurs afghans auraient présenté un calendrier de retrait des troupes soviétiques. Avant d'aller plus loin dans la négociation, les Pakistanais voudraient avoir l'assurance d'un engagement réel des Soviétiques derrière le calendrier présenté par les diplomates de Kaboul. Ces tractations se déroulent dans le cadre des grandes négociations menées par Soviétiques et Américains. Sous l'égide des Nations unies, les Etats-Unis et l'U.r.s.s. continuent leurs discussions sur l'avenir de cette région riche en conflits.

C.F.L.

UN NOUVEAU
REGARD
SUR L'ASSURANCE

UAP
N°1 OBLIGE

Questions pertinentes à un républicain impertinent.



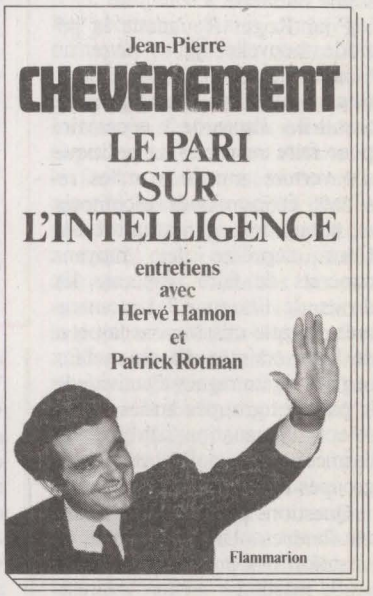
Réponses aux questions d'Hamon et Rotman

Cette interview, c'est Jean-Pierre Chevènement qui en a eu l'idée.
Et choisir pour interlocuteurs, deux hommes aux idées notoirement divergentes des siennes, c'est aussi une idée de Chevènement.

Cela donne un livre brillant, incisif, sans complaisance où l'homme Chevènement se révèle, avec ses vérités, ses convictions, ses élans, ses doutes.

312 pages, 78 F.

Flammarion



Coll. Fondation Jean Jaurès

AFFAIRE KNOBELSPIESS: LE "COUPABLE IDÉAL" INNOCENTÉ

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

C'est la leçon d'Evry : la justice n'est la justice que quand elle ne cède pas aux pressions et aux manipulations des « ripoux » de la police et de l'information.

INUTILE de refaire la biographie de Roger Knobelspiess. Ses propres livres, repris par les médias, ont tout dit et redit : la misère à Elbeuf, l'enfance dans une famille nombreuse, le « boulot » à quatorze ans, le milieu « criminogène », la délinquance précoce (mais sans gravité). Un cas parmi des milliers d'autres. Un jour ou l'autre, d'une façon ou d'une autre, comme des centaines d'autres, il aurait pu « s'en sortir » : un coup de dé, un coup de chance, une rencontre, qui sait ? Au lieu de quoi – et cela il faut le répéter– Roger Knobelspiess a hérité en pleine jeunesse (il avait 25 ans), en 1972, d'un déni de justice, d'une bavure judiciaire, d'un verdict effroyable, fou, disproportionné, honteux, scandaleux : quinze ans de prison pour un vol de huit cents francs !

Roger Knobelspiess a « pris quinze ans » aux assises d'Evreux le 4 mars 1972. Un ans plus tôt, le 16 janvier 1971, son frère, Jean Knobelspiess, avait été tué par un commerçant adepte de l'autodéfense. Le commerçant bénéficiera d'un non-lieu. Donc, relaxe pour un assassin, d'un côté ; et quinze ans d'enfermement, de l'autre, pour un délit léger dont rien n'a jamais prouvé qu'il ait été commis par celui qui est condamné.

On imagine sans peine les questions qui se bousculèrent alors dans la tête de Roger Knobelspiess à ce moment-là : pourquoi les pauvres ne sont-ils que des « présumés coupables » alors que la loi dit que tout inculpé est « présumé innocent » ? Et pourquoi les « nantis » sont-ils blanchis même quand ils commettent des meurtres ?

Le 6 novembre 1981, Roger Knobelspiess est enfin sorti de prison : gracié par le président de la République. Du coup, pour la presse Hersant, pour « le Quotidien de Paris » et « Minute » il est devenu le « chouchou de Badinter », le « protégé de Mitterrand ». Perfidie, calomnie et mensonge ! Par omission bien sûr... Car tous ces plumitifs assoiffés de sang, tous ces chasseurs de « coupables idéaux » ont « oublié » de donner un petit détail à leurs lecteurs : si François Mitterrand a gracié Roger Knobelspiess ce n'est pas seulement parce que la Constitution le lui permet sans qu'il ait à justifier sa décision (vous êtes contre la Constitution de 1958, messieurs qui l'avez faite et votée ?) ; c'est aussi et surtout parce que les jurés de la cours d'assises de Rouen, fin octobre 1981, avaient assorti leur jugement contre « le prévenu Knobelspiess » d'un appendice unique dans les annales de la justice française : ils condamnaient Knobelspiess parce qu'il fallait bien appliquer la loi, mais ils considéraient qu'il avait déjà assez payé et ils manifestaient expressément le souhait que le président de la République le gracie !

En réalité, en 1981, Roger Knobelspiess a été, fait sans précédent, un « gracié de la justice populaire ». Mais une certaine presse s'est bien gardée de le dire ! Comme elle omet de dire que l'autre nuit (le dimanche 19 janvier 1986 à 1 h 42 du matin, précisément), en acquittant Roger Knobelspiess, le jury de la cour d'assises d'Evry n'a pas rendu un verdict « favorable à Knobelspiess » : il n'a fait qu'appliquer très strictement la loi. La loi dit : « Le doute doit bénéficier à l'accusé. » Or, il y a doute dès lors que l'instruction n'apporte aucune preuve de la culpabilité d'un inculpé. C'est ce qui s'est passé dans « l'affaire du 24 mai 1983 » (attaque d'un fourgon d'un transport de fonds) : entre le moment où Roger Knobelspiess a été arrêté (le 5 juin 1983) et accusé par la police d'être impliqué dans l'attaque du 24 mai... et le moment où l'affaire a été jugée (janvier 1986), la justice n'a pas apporté la moindre preuve tangible de la participation de Knobelspiess à l'opération. Qu'auraient dû faire les jurés d'Evry ? On connait la réponse des salauds : lui coller une nouvelle fois quinze ans ! On connait la décision du jury concerné : la loi, rien que la loi.



Roger Knobelspiess à sa sortie de prison.

A.f.p.

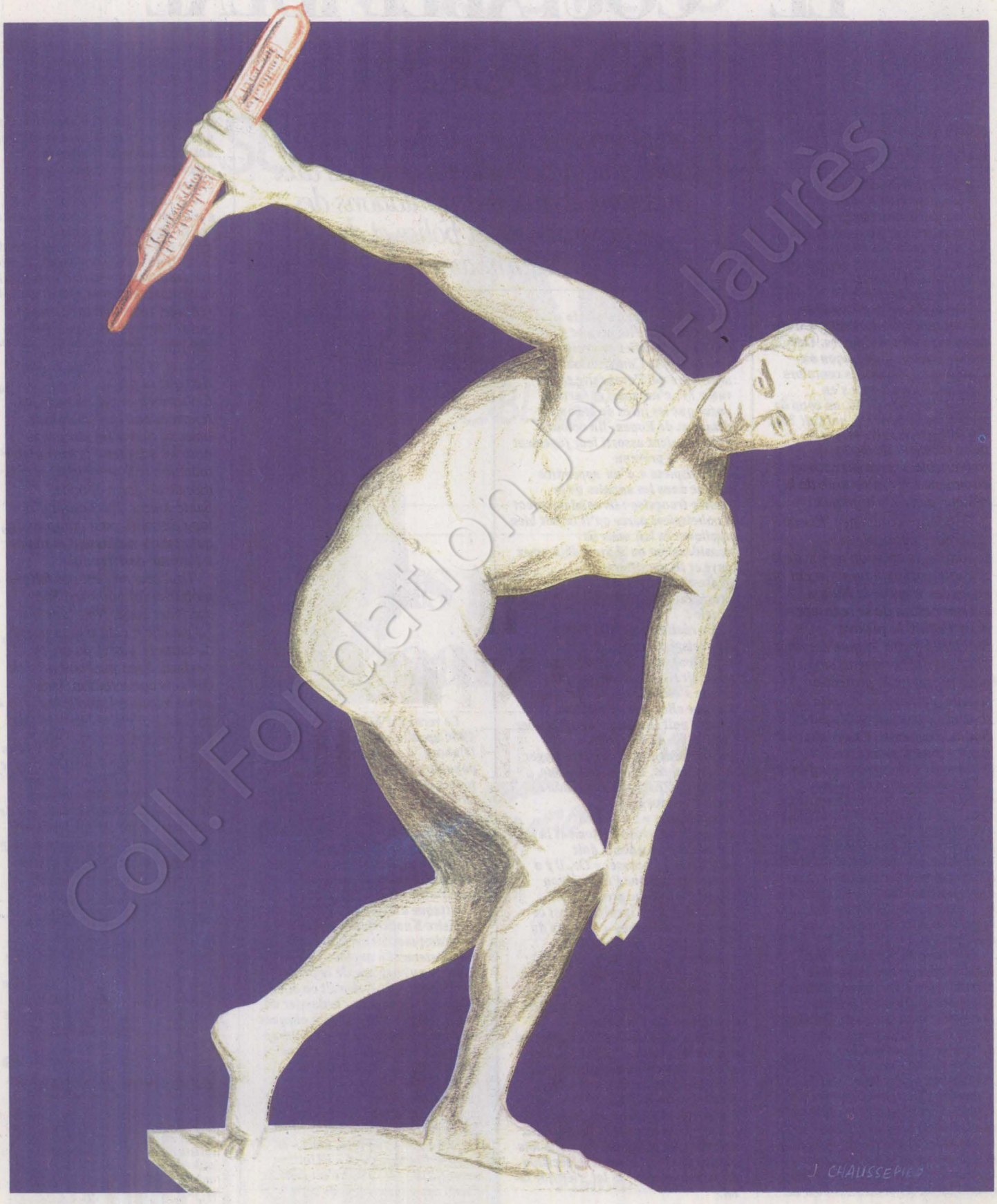
Le verdict d'Evry du 19 janvier 1986 appelle quelques réflexions. D'abord, il prouve que la justice populaire peut très bien, malgré toutes les pressions « sécuritaires » environnantes, juger sereinement : les faits, rien que les faits. Et les jurés d'Evry méritent un sacré coup de chapeau, justement pour avoir réussi à « juger sereinement » dans le climat de passion qui avait transformé fallacieusement « l'attaque du 24 mai 1983 » en « affaire Knobelspiess ». Ensuite, ce verdict montre qu'il y a manifestement « quelque chose de pourri » au royaume de la presse française : on chercherait en effet vainement trace, dans le dossier de l'affaire jugée à Evry, « des chèques et documents provenant du hold-up du fourgon blindé (...) retrouvés dans la voiture que conduisait Roger Knobelspiess » ; aucun rapport de police n'en a jamais fait mention ; pourtant toute la presse française (« le Matin » et « Libération » compris, mais « le Canard Enchaîné » et « l'Unité » exceptés) de juin 1983 s'est fait l'écho de ce mensonge, de cette intoxication. Et beaucoup de braves gens ont cru à cette pure invention, ont été manipulés ; même la précautionneuse et généreuse Simone Signoret.

Car cette « information » (ces guillemets sont des pincettes) qui a fait de Roger Knobelspiess dès le 5 juin 1983 (et pour la énième fois de sa vie !) un « coupable idéal », cette prétendue « information » était bel et bien bidon. Serge Quadruppani, dans un livre récemment paru (1), l'a démontré facilement : tout le mal vient d'une dépêche de l'A.f.p., datée du « 5 juin 1983 - 19 h 27 », qui parle des « documents et chèques provenant du hold-up », qui affirme qu'ils « ont été retrouvés dans la voiture que conduisait Roger Knobelspiess » et qui le justifie d'un vague « apprend-on de source policière ». De deux choses l'une : ou bien le journaliste qui a commis cette dépêche s'est fait avoir par quelques policiers douteux, ou bien il a monté le coup avec eux. Car les documents et chèques en question n'ont évidemment jamais été retrouvés ! De toute façon, ce journalisme-là, irresponsable ou crapoteux, est dangereux. et ceux qui le pratiquent devraient avoir à rendre des comptes à la justice...

Dans « l'affaire du 24 mai 1983 » le juge d'instruction a eu l'honnêteté d'instruire à charge et à décharge (comme la loi lui en fait devoir) (2) et le jury en a tiré les conclusions : pas de charges réelles contre l'inculpé Knobelspiess, donc pas de délits tangibles (sauf une vague histoire de faux papiers), donc pas de culpabilité, donc pas de condamnation. Cela s'appelle tout simplement la justice. Elle n'est pas seulement là pour condamner les coupables, elle est aussi là pour libérer les innocents. Mais il semble bien que certains journalistes n'aiment pas voir la justice libérer des innocents et qu'ils préfèrent, au-dessus des lois, désigner les coupables que leur dictent leurs fantasmes. L'ineffable Coluche, il y a peu, sur le plateau de « Droit de réponse », a eu le mot qui convient aux journalistes de cette eau : « gros cons ». J'ajouterai : « et dangereux ». ●

(1) « Un coupable idéal : Knobelspiess » par Serge Quadruppani (Editions Maurice Nadeau).

(2) Si une certaine juge avait, elle aussi, instruit à charge et à décharge, Christian Ranucci n'aurait jamais été guillotiné... « L'homme au pull-over rouge », le livre de Gilles Perrault, en fait la démonstration.



Coll. Fondation Jean-Jaurès

BILAN
D'UNE LEGISLATURE

CINQ ANS DE SOCIALISME DU POSSIBLE DE A à Z

II. SANTÉ - RECHERCHE

EN PLEINE FORME ... APRES UN BON REGIME

PAR PIERRE-YVES POINDRON

CINQ mots résument la politique de la gauche dans la Santé et la Recherche : solidarité, rigueur, cohérence, santé, avenir. Prenez-les dans l'ordre que vous voulez, ils sont indissociables. On peut même les conjuguer deux à deux.

Solidarité-rigueur. Dès son installation aux Affaires sociales, Pierre Bérégovoy proclame : « Dépenser à bon escient. » Son obsession : maintenir le système de protection sociale menacé par les épais nuages qui s'accumulent à l'horizon de ses comptes. Son objectif : les rétablir avant que les déficits ne se creusent de façon irréversible. Pierre Bérégovoy commence par introduire de la rigueur dans les hôpitaux.

Solidarité-cohérence. Pas de cohérence nationale sans solidarité, la création même de la Sécurité sociale à un moment où les forces vives de la Nation avaient besoin de se regrouper dans l'effort le prouve. Solidarité-santé. A quoi servirait d'introduire la rigueur, sinon pour préserver la protection sociale, garante de la santé de tous et de la santé publique ? Solidarité-avenir. Pas de grands desseins nationaux sans solidarité. « Je dis non à toute forme de régression sociale », affirme solennellement François Mitterrand lors du quarantième anniversaire de la Sécurité sociale. « La Sécurité sociale est le meilleur don de l'homme au service des hommes. »

Rigueur-cohérence. Dès son arrivée au pouvoir, la gauche met en chantier toute une série de réformes et de lois qui visent à décloisonner la recherche, à ouvrir vers l'extérieur les hôpitaux au bord de l'asphyxie, à utiliser au mieux les compétences, à instaurer le dialogue entre les différents acteurs de la Recherche et de la Santé. Chaque réforme renvoie à une autre, non comme une construction formelle, mais pour inscrire ces objectifs dans la réalité.

Rigueur-santé. « Il n'y a pas de fatalité des dépenses, mais il n'y aura pas de restrictions » annonce Pierre Bérégovoy. On peut mieux utiliser le système de soins. C'est parfois même la condition de sa qualité et de son humanisation. Rigueur-avenir. Le rétablissement des comptes permet de l'envisager avec plus de sérénité.

Cohérence-santé. L'hôpital menacé de sclérose, un hospitalo-centrisme exagéré, des généralistes en quête d'identité, la Mutualité superbement ignorée, telle était la situation avant l'arrivée de la gauche. Les réformes tentent de donner à chacun sa place, toute sa place, rien que sa place.
Cohérence-avenir. Toutes les réformes entreprises ont un objectif, ouvrir les structures pour les adapter à la formidable mutation technologique, sociale, morale de notre époque.
Santé-avenir. Pas besoin d'un long discours pour comprendre qu'un pays vieillissant et malade a l'avenir derrière lui.

Tout ceci ne s'est pas fait sans mobiliser les hommes. Sans sacrifices aussi. Non sans mal. La gauche n'était pas en odeur de sainteté auprès du corps médical. Rien pourtant ne s'est fait sans concertation. Une concertation à laquelle les médecins n'étaient pas habitués. Une concertation qui faillit quelquefois retarder les réalisations. Il suffit de savoir que dans le monde hospitalier, il existe une cinquantaine de syndicats pour comprendre que seul celui qui n'entreprenait rien ne risquait pas de mécontenter les corporatismes. L'intérêt général commandait qu'on les écoute, certes, mais qu'on les bouscule un peu.

A

comme Avenir

On se souvient du colloque national sur la Recherche et la technologie, organisé par

(suite en page 22)

Fondation Jean-Jaurès



(suite de la page 21)

Jean-Pierre Chevènement en janvier 1982. Quatre mois après, le ministre de la Recherche « avocat de l'avenir », selon le mot de François Mitterrand, présentait au Parlement une loi d'orientation et de programmation (L.o.p.), largement inspirée des travaux du Colloque.

La L.o.p. prévoit de porter en 1985 la part de la dépense nationale de recherche et de développement à 2,5 % du P.i.b. Le résultat atteint est de 2,25 %. On ne chipotera pas pour les 0,25 %, lorsque l'on sait que, de 1967 à 1978, cette part avait baissé de 2,16 % à 1,76 % pour stagner à 1,85 % avant 1981.

Tous étaient sollicités : entreprises nationales comme entreprises privées, mais les crédits du budget civil de Recherche et de Développement (B.c.r.d.), enfin passés sous la houlette du ministère de la Recherche, ont eux aussi augmenté en vue de l'objectif ambitieux. La recherche est désignée comme une priorité nationale et tout prouvera, par la suite, qu'elle le restera tout au long de ces cinq dernières années.

La L.o.p. assignait quatre missions aux organismes et aux personnels de recherche : développer la connaissance – mission traditionnelle – mais aussi **valoriser** les résultats de leurs travaux, diffuser l'information scientifique, contribuer à la formation à la recherche par la recherche. Pour cela, de nouveaux outils juridiques sont créés, beaucoup mieux adaptés à la spécificité de ces organismes et à leurs missions. La L.o.p. définit une nouvelle catégorie d'établissement public : les établissements à caractère scientifique et technologique, qui auront la possibilité de recourir à des procédés de droit privé pour la valorisation de la recherche, la possibilité de se doter de filiales. En outre, chaque laboratoire qui constitue ces organismes gagne en autonomie financière. Désormais, les établissements publics auront aussi la faculté de s'associer à des entreprises privées au sein de groupements d'intérêt public en vue d'objectifs précis, tel un programme de recherche. Voilà qui décloisonne la recherche publique. Beaucoup d'organismes ont saisi la balle au bond *(voir I comme Inserm)*.

Enfin, la loi met en place des programmes « mobilisateurs », véritables programmes transversaux qui fédèrent les efforts d'organismes publics et des entreprises nationalisées ou privées. Les chercheurs bénéficieront désormais d'un statut, dérogatoire au statut de la fonction publique, leur offrant d'intéressants déroulements de carrière, passant d'une fonction à une autre.

A comme Alternatives à l'hospitalisation

Ce n'est pas seulement une affaire de coût, c'est aussi une affaire d'humanisation. Hôpitaux de jour, hôpitaux de nuit, maintien à domicile des personnes âgées, hospitalisation à domicile, autodialyse, consultations externes, sectorisation de la psychiatrie, la « panoplie » des alternatives se déploie. Le nombre des dialyses pratiquées en centre est tombé de 74,2 % à 67,2 % laissant le champ à d'autres traitements de proximité. Les services de soins infirmiers à domicile se sont multipliés, bénéficiant à 22 300 personnes de plus de 60 ans, soit dix-sept fois plus qu'en 1980.

A comme Assistance publique

L'Assistance publique a continué sa modernisation. Pas toujours facile de faire du neuf avec du vieux. Il a donc parfois fallu reconstruire comme à Saint-Louis ou à Bicêtre, créer la maison de cure médicale pour personnes âgées de la Salpêtrière, accoucher de la nouvelle maternité de Lariboisière.

L'Assistance publique illustre bien le formidable effort de redressement en équipements lourds : depuis 1981, quinze scanners, huit accélérateurs de particules, deux appareils d'imagerie par résonance magnétique, un lithotripteur ont été implantés dans les hôpitaux de l'A.p.

L'A.p., c'est aussi des progrès médicaux tous azimuts : le premier bébé « Fivette » et le centième ont vu le jour à Antoine-Béclère. Greffes cardiaques, greffes de moelle y sont, sinon quotidiennes, du moins « habituelles ». 60 % à 70 % des malades atteints du Sida sont traités à l'A.p. La grande maison s'ouvre vers l'extérieur : elle créait en 1982 un comité d'évaluation et de diffusion des innovations technologiques, passait récemment convention avec l'Anvar et l'E.n.. Enfin, c'est à l'Hôtel-Dieu qu'a été expérimenté de façon concluante le budget global.

A comme Aménagement des hôpitaux

A quelques exceptions près, la France est largement pourvue en lits hospitaliers. Il s'agit même de réaffecter les lits de soins aigus ou de psychiatrie à d'autres besoins, moyens ou longs séjours. Si l'humanisation des hôpitaux a été largement entamée avant 1981, en revanche, la France avait pris un formidable retard en équipements lourds. L'effort financier et l'activité hospitalière ont été réorientés vers les moyens médico-techniques : construction ou reconstruction de plateaux techniques, dotations en équipements lourds. Tels ont été les axes de la politique gouvernementale en matière d'investissements, en même temps qu'elle s'efforçait de développer les alternatives à l'hospitalisation et visait à mieux employer les compétences et à utiliser les équipements. Constructions, reconstructions, équipements représentant un montant de 25 milliards de francs, pris en partie sur l'autofinancement des hôpitaux, en partie sur emprunts, subventions, ou sur le budget de l'Etat (4 millions de francs de 1981 à 1985) *(voir aussi S comme Scanner)*.

B

comme Budget global

Archaïque, inflationniste le vieux « prix de journée » *(voir « l'Unité » N° 588)*. La loi hospitalière de 1970, constatant le mal, enjoignait le gouvernement d'alors à étudier un nouveau système de tarification. Il a fallu attendre 1978 pour que les premières expérimentations soient lancées... lentement.

La gauche prend le taureau par les cornes. La loi du 13 janvier 1983 officialise le budget global. Il sera appliqué dès l'année suivante aux C.h.u., et dès 1985 à l'ensemble des hôpitaux généraux.

C'est une enveloppe annuelle, négociée entre chaque hôpital et une caisse d'assurance maladie « pivot », en fonction d'objectifs médicaux et de moyens.

Dès le premier jour de l'année, chaque établissement sait quelles seront ses rentrées mensuelles. En fait, le budget global est construit avec l'ensemble des acteurs hospitaliers, en particulier avec les médecins, car il nécessite une évaluation des techniques, des soins et des diagnostics médicaux. Le budget global introduit une démarche rationnelle dans les comportements. Il permet à l'hôpital de redéployer ses activités intra et extra-hospitalières.

B comme Bilan de santé

Celui de la France n'avait pas été fait depuis 1972. La Charte de la Santé, publiée un an après l'arrivée de la gauche, relevait cette lacune et demandait instamment que fût pratiquée « une radiographie de l'état de santé des Français ». Ce qui fut fait avec la publication en avril 1985 du rapport sur « La santé en France ». Ce qui sera fait désormais annuellement dans une perspective de santé publique *(voir « l'Unité » N° 602)*. L'espérance de vie des Français continue de croître, moins vite

que dans l'immédiat après-guerre, mais sûrement. A cet égard, notre pays se place devant les Etats-Unis et la R.f.a. mais après les pays nordiques et le Japon. La chute de la mortalité périnatale, en dix ans, a été spectaculaire, passant de 18,2 décès pour mille naissances à 9,4 en 1982. A l'autre bout de la pyramide des âges, on enregistre des victoires sur les maladies cardio-vasculaires, infectieuses, respiratoires. La route tue un peu moins. L'alcool coule moins abondamment.

Mais il y a encore en France des inégalités devant la mort. Inégalités entre les catégories sociales, entre les sexes, entre les régions. Pour deux millions de personnes, les problèmes de santé sont liés aux conditions de vie, de logement, de travail. L'alcoolisme, le tabagisme se surajoutent souvent à cette situation. Des pathologies ont disparu. On ne meurt pratiquement plus de maladies infectieuses, mais s'y substituent les cancers et les maladies chroniques. Un bilan de santé, fruit des progrès médicaux, mais rançon de l'allongement de la durée de vie et du vieillissement de la population.

comme Bioforce

C'est le bras armé de la France au service de la santé des pays du tiers monde. Ce mois-ci, le porte-hélicoptère « Jeanne-d'Arc » et l'escorteur « Commandant-Bourdais » remettaient aux autorités kenyanes deux vedettes. Pas pour la guerre. Pour la vie. Ces deux embarcations faciliteront l'assistance médicale et sanitaire de la population du lac Victoria. Leurs flancs étaient bourrés, non de munitions, mais de médicaments.

C

comme Contrat-santé

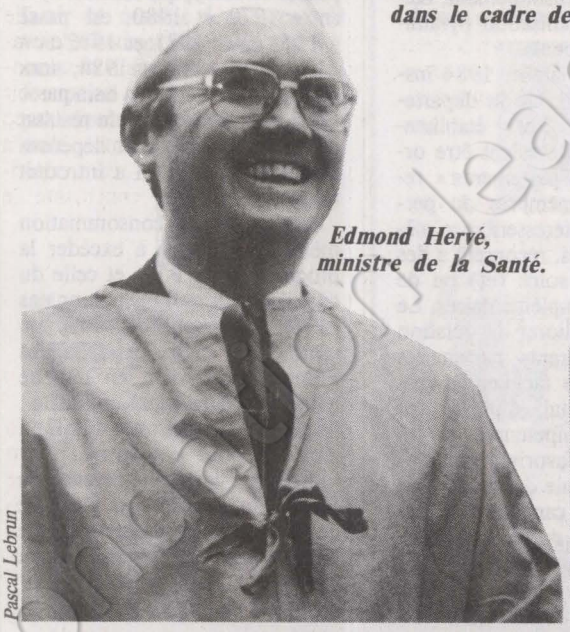
Comme son nom le suggère, c'est une mise en commun d'efforts et de potentiels où chaque signataire s'engage contractuellement à la réalisation d'objectifs précis dans le domaine de la santé. L'Etat, quant à lui, soutient financièrement la réalisation d'opérations pilotes, menées par des collectivités locales, des mutuelles, des associations, des comités d'entreprises, avec le concours de l'administration. Ces actions sont généralement tournées vers les jeunes à la recherche d'un premier emploi, mal suivis médicalement, les enfants et les populations des quartiers défavorisés (chômeurs, migrants, etc.). Le premier contrat-santé a été signé en janvier 1985 au Creusot entre la mission locale « Avenir jeunes » et la municipalité. D'autres conventions ont été passées depuis qui visent à rétablir les inégalités face à la maladie.

(suite en page 24)



A.f.p.

Marin du « Jeanne d'Arc » pratiquant des vaccinations à Djibouti dans le cadre de la bioforce.



Pascal Lebrun

Edmond Hervé, ministre de la Santé.





Pascal Lebrun

Inauguration de la première pharmacie mutualiste à Paris par Nicole Questiaux et Jack Ralite en avril 1982.



(suite de la page 23)

comme Cancers

Il n'y a pas « un » cancer, mais des « cancers ». D'inégale gravité, d'inégal pronostic. Beaucoup d'entre eux se soignent et se guérissent : près de la moitié. La prévention, le dépistage ont une importance capitale dans la lutte contre le cancer. Et c'est là où il faut réemployer le singulier, car la recherche fondamentale est en passe d'édifier une théorie unificatrice du mécanisme de la cancérisation. Là encore, on peut parler d'inégalité devant la maladie. Voilà, à grands traits, quels ont été les thèmes de la Concertation nationale sur le cancer, en janvier 1983, organisée par le ministère de la Santé.

La France a également lancé l'idée d'une action concertée de lutte contre le cancer, idée reprise par le Conseil des chefs d'Etat de la C.e.e.

comme Convention médicale

Tous les quatre ans, la convention qui lie les médecins aux caisses d'assurance maladie est renégociée. Cette renégociation donne lieu à de longues discussions, généralement âpres et houleuses. Celle, signée en juillet 1985, n'échappe pas à la règle, mais pour la première fois elle a été paraphée par l'ensemble des partenaires *(voir aussi G comme Généraliste)*. Mais la modulation de l'activité des praticiens et de leurs prescriptions constitue toujours la grosse pierre d'achoppement dans le jardin conventionnel. La convention, millésime 1985, maintient le secteur II qui donne droit aux médecins qui l'ont choisi de pratiquer des dépassements d'honoraires contre l'abandon d'un certain nombre d'avantages concernant leur protection sociale.

D

comme Départementalisation

En vingt ans, l'hôpital public a connu une mutation exceptionnelle. De 3 000 en 1968, les effectifs des médecins hospitaliers à temps plein sont passés à 16 000 ; ceux du personnel de 200 000 à 600 000. Qui dit gigantisme dit cloisonnement, balkanisation, organisation pyramidale et mandarinale.

La loi du 3 janvier 1984 instaure le principe de la départementalisation. Les établissements publics devraient être organisés en « départements » regroupant les membres du personnel qui s'intéressent aux mêmes pathologies, recourent à des techniques de soins (et) ou de diagnostics complémentaires. Le but est d'améliorer la relation entre les différents partenaires hospitaliers, de faciliter la gestion de l'hôpital, d'utiliser au mieux les compétences et les techniques, de favoriser une prise en charge globale du malade, de désobstruer les carrières hospitalières. A la tête du département : un praticien hospitalier ou hospitalo-universitaire, élu pour quatre ans par l'ensemble de ses confrères, véritable animateur de l'équipe, responsable de l'organisation des activités médicales. Il arrête les objectifs médicaux et propose les moyens d'y parvenir. A ses côtés, un conseil de département, composé de représentants de toutes les catégories de personnels. Les décrets d'application, maintes et maintes fois remis sur le métier, établis en concertation, se heurtent à une résistance mandarinale. La carte de la départementalisation tarde à voir le jour... Combat d'arrière-garde pour sauvegarder des privilèges ou refus d'endosser de nouvelles responsabilités ?

comme Dépenses de santé

Bête noire de tous ceux qui ont en charge les comptes de l'assurance maladie et de la politique de santé. Si elles continuaient de s'emballer comme aux temps des vaches grasses, c'est tout le système de protection sociale qui risquait de craquer. Comment assurer une bonne qualité des soins, maintenir un haut niveau de protection sociale, et maîtriser les dépenses ? Telle était la gageure des gouvernements successifs de la gauche *(voir l'« Unité » N° 587)*. Pari tenu : le taux d'accroissement annuel des dépenses de santé, qui était de 17 % entre 1970 et 1980, est passé à 13 % entre 1981 et 1982 et à 11 % entre 1983 et 1984, sans pour autant « casser la baraque ». C'est en grande partie le résultat d'un ralentissement des dépenses hospitalières où l'on a introduit un peu de rigueur.

Malgré tout, la consommation médicale continue à excéder la progression du P.i.b. et celle du taux d'inflation. Il n'y a donc pas eu de restrictions de soins. La santé ? Un choix explicite des Français (elle vient en tête de leurs préoccupations), implicite : ils dépensent environ 6 462 F en moyenne pour se soigner.

Malgré un haut niveau de protection sociale, les Français ne sont ni plus ascètes ni plus boulimiques que leurs voisins occidentaux.

E

comme Ethique

Procréation assistée, diagnostics prénataux, « manipulations génétiques », « greffes », de gènes, essais thérapeutiques chez l'homme, interventions chirurgicales spectaculaires... en même temps que la science offre de nouvelles libertés, elle soulève de lancinantes questions. Qui dira demain ce qu'est un rêve ; quelle est la part du possible, du fantasme, du cauchemar, de l'irréversible ? L'éthique s'émancipe de la morale prétendument « naturelle ». Les cadres juridiques éclatent avant d'être tracés *(voir « l'Unité » N°s 545, 550, 568, 594)*.

Pendant deux jours, ces questions ont animé, non seulement le monde des chercheurs, mais avec eux, les juristes, les médecins, les moralistes, les journalistes, le public : formidable colloque que le colloque « Génétique, Procréation et Droit » organisé par trois ministères (Justice, Recherche et Santé).

Questions reprises au Colloque international de bioéthique, organisé à l'initiative du président de la République française. Légiférer ? Le moins possible. Etre vigilant ? Sûrement. C'est le sens de la mise en place par François Mitterrand du Comité consultatif d'éthique pour les Sciences de la vie et de la Santé. L'homme devient le gardien de l'Homme.

comme Etudes médicales

Attendue depuis belle lurette, la réforme des études médicales a enfin vu le jour avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Un : elle consacre une attention particulière à la formation du futur généraliste, qui devra obligatoirement être passé au chevet du malade à l'hôpital et au cabinet d'un praticien de ville déjà installé. Deux : elle instaure un internat pour tous — spécialistes et généralistes — où les futurs praticiens auront pris des responsabilités dans un service hospitalier. Trois : l'enseignement du carabin comporte obligatoirement un enseignement de médecine générale dispensé par les généralistes eux-mêmes, attachés d'enseignement à la faculté. La réforme des études contribue donc à une revalorisation — indispensable — de la médecine générale. Elle crée également une filière de santé publique.

F

comme Futur de la Recherche

Jean-Pierre Chevènement avait préparé l'avenir de la Re-

cherche qui se conjugue aujourd'hui au présent. Hubert Curien en assure le futur (*voir « l'Unité » N° 575*). Son plan triennal consolide les acquis de la loi de juillet 1982 et fixe un objectif ambitieux pour la fin de la décennie : porter la dépense nationale de Recherche et du Développement à 3 % du P.i.b. Cinq mots clés, résumés par Laurent Fabius lors de sa présentation à l'Assemblée nationale en juin dernier : continuité de l'effort national, emplois à long terme, entreprise, Europe, évaluation. Emplois, le plan d'Hubert Curien prévoit un taux de recrutement des chercheurs et des ingénieurs de 5 % en quinze ans, en mettant les bouchées doubles dès les trois ans qui viennent. Emplois, ce sont aussi les retombées de la recherche.

Entreprise : on pense au rôle moteur des entreprises nationales, mais la loi veut favoriser l'autofinancement en recherche par le doublement des crédits impôts dont bénéficient nombre de P.m.e.

Europe : on pense à Eurêka.

Evaluation : les programmes mobilisateurs ont été évalués et réorientés. Cette évaluation sera la règle pour tout programme. Les autorisations de programmes doivent progresser de 4 % en volume. En aucun cas, la recherche fondamentale n'est délaissée et les moyens mis à la disposition des laboratoires de l'enseignement supérieur bénéficieront d'un effort particulier. La réalisation des grands équipements engagée sera conduite à son terme. Le mouvement, créé en 1982, a toutes les chances d'être irréversible. Souhaitons-le.

G

comme Généraliste

Le généraliste vivait et vit toujours une crise de confiance en lui-même, une crise d'identité *(voir « l'Unité » N° 587)*. Il finissait par devenir celui qui n'était « spécialiste en rien ». Pourtant son rôle dans le suivi du malade, sa prise en charge globale, dans la prévention comme dans les soins, est fondamental.

De plus en plus, on réfléchit à la spécificité de sa pratique, à sa place dans le système de soins. La création d'une Commission de la médecine générale en est la preuve. La mise en place dans le cadre conventionnel de groupes de réflexions sur la pratique du généraliste en est une autre.

La réforme des études médicales, l'intégration du généraliste au centre « 15 », centre pour répondre aux appels d'urgence (voir U comme Urgences), la revalorisation des hôpitaux locaux et l'attention portée à la formation médicale continue participent du même état d'esprit.

H

Comme Hôpital local

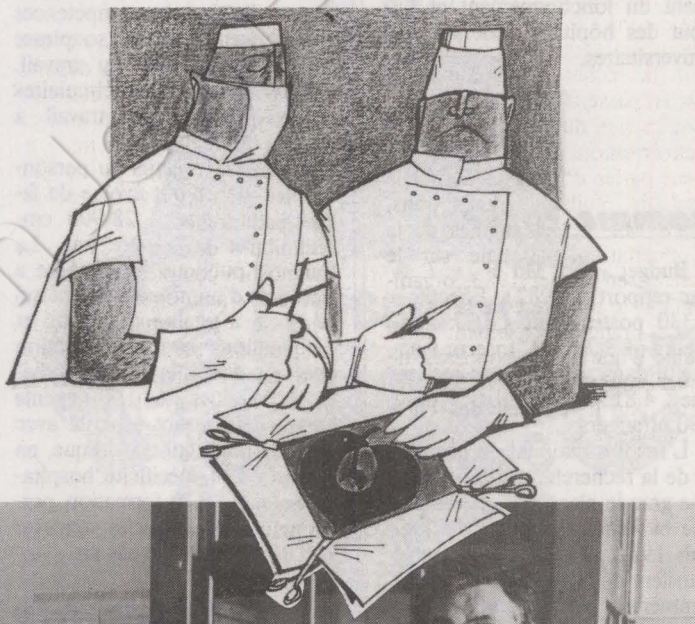
Pourquoi une petite place à l'hôpital local dont on disait qu'il

(suite en page 26)



Gamma

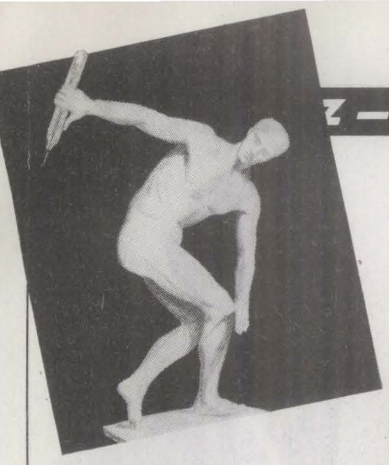
Le professeur Jean Bernard et Jean-Pierre Chevènement aux Journées annuelles d'éthique à la Sorbonne en décembre dernier.





A.f.p.

Luc Montagnier, Françoise Barre-Sinoussi et Jean-Claude Chermann, identificateurs du Lav, responsable du Sida.



(suite de la page 25)

dépérirait ? Parce qu'Edmond Hervé souhaite l'ouvrir plus largement aux médecins généralistes. Il y voit trois avantages : la possibilité de soigner, lorsque cela est possible, un malade à proximité de son domicile, une opportunité pour le généraliste d'enrichir sa pratique, un allègement du fonctionnement et du coût des hôpitaux généraux ou universitaires.

I

comme Inserm

Budget : 1,5 Md F (+ 7 % par rapport à 1982). Effectifs : 4 330 postes dont 1 700 chercheurs (+ 3,7 %). L'Inserm a accueilli dans ses unités de recherche 4 815 chercheurs, dont 430 étrangers.

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale tient une grande place dans la recherche biologique et médicale. Depuis 1982, il met l'accent sur le transfert des connaissances, notamment la prévention et le traitement des maladies : il valorise ses travaux : l'an dernier, l'Institut a déposé 130 brevets et a conclu 150 accords et contrats avec les entreprises (voir I comme Industrie pharmaceutique). L'Inserm joue également un grand rôle dans la formation des chercheurs.

comme Infirmiers

Concertation et démocratisation, amélioration des rémunérations les plus basses, aménagement des conditions de travail, formation, refonte statutaire, ce sont les cinq axes qui ont guidé la politique du gouvernement en direction du personnel hospitalier. Concertation. Malgré les réticences d'une partie du corps médical, les personnels non médicaux et paramédicaux éliront leurs représentants au sein des futurs départements hospitaliers et participeront à l'élaboration de la carte de départementalisation. Le nombre de leurs représentants sera accru dans différentes instances hospitalières comme le conseil d'administration ou les commissions administratives paritaires. Les compétences de comités techniques paritaires ont été élargies aux aspects budgétaires et maints accords ont aménagé les grilles salariales. L'organisation en départements permettra une meilleure utilisation des compétences et favorisera plus de souplesse dans l'organisation du travail. Différents décrets et circulaires rendent possible le travail à temps partiel.

Enfin, les effectifs du personnel hospitalier ont évolué de façon significative : 28 000 emplois créés en quatre ans. La fonction publique hospitalière a été dotée d'un nouveau statut qui la porte à égalité de droits et d'obligations avec la fonction publique d'Etat et des collectivités territoriales : 630 000 agents hospitaliers seront à parité avec ceux de la fonction publique, en respectant la spécificité hospitalière. Quant à la formation permanente, elle touche environ 200 000 personnes par an.

comme Industrie pharmaceutique

Fiche signalétique : quatrième producteur mondial, troisième exportateur, entre la quatrième et la sixième place pour la découverte de molécules nouvelles. Croissance annuelle de 1979 à 1983 : 7,5 %. Près de 350 entreprises. Chiffre d'affaires : 38 milliards de F en 1981. Balance commerciale excédentaire. Bref, une industrie dynamique. Hélas, la voie est étroite entre le nécessaire développement de cette industrie et le non moins nécessaire équilibre des comptes de l'assurance maladie (*voir « l'Unité » N° 514, 521, 609*). La nationalisation du groupe Elf Aquitaine a permis d'importantes restructurations autour de sa filiale Sanofi, dans le domaine des activités biotechnologiques. Rhône-Poulenc, pour sa part, affichait en 1984 des comptes largement bénéficiaires.

Plutôt qu'une politique de prix, égale pour tous, quels que soient les efforts de recherche ou d'investissements, le gouvernement préfère l'encourager par une politique d'accords contractuels.

Les contacts se multiplient entre les organismes publics de recherche et les laboratoires. L'Inserm vient de passer un accord avec une cinquantaine d'entre eux en vue d'échanger des chercheurs.

L

comme Lithotripteur

La mise au point d'un appareil à casser les calculs rénaux, conçu en France, selon une technologie plus avancée que le lithotripteur de la première génération, est le fruit d'une collaboration entre l'industrie privée — la société Edap —, un hôpital public — l'hôpital Tenon — et une clinique à but non lucratif — le centre médico-chirurgical de la Porte de Choisy. L'appareil améliore considérablement le confort du malade et diminue la durée d'hospitalisation (*voir « l'Unité » N° 628*).

Comme Lutte contre l'alcoolisme, contre le tabagisme

Le Comité français d'éducation pour la santé (C.f.e.s.) a mis un peu de vin dans son eau. Qui ne connaît pas le slogan « Un verre ça va, trois... » (*voir « l'Unité » N° 547*). Pour ses différentes campagnes, le C.f.e.s. a changé de ton. On ne culpabilise plus le buveur, on ne panique plus le fumeur, on les invite à la tempérance. L'ensemble des campagnes adoptent une espèce de complicité avec la population cible, que ce soit la campagne sur la contraception, pour l'hygiène bucco-dentaire ou contre les accidents domestiques. Campagnes qui sont généralement relayées par les comités régionaux ou départementaux. A côté, le gouvernement a multiplié les centres d'alcoologie. Le dispositif juridique s'est resserré autour du conducteur en état d'ivresse (loi de décembre 1983 ; récentes mesures adoptées en Conseil des ministres, en novembre dernier).

M

Comme Maternité

Bébé est de plus en plus attendu, de mieux en mieux soigné. Et ce, bien avant sa naissance : deux consultations prénatales complémentaires sont remboursées à 100 %. Les examens nécessités par des abérrations chromosomiques sont également pris en charge en totalité. Une récente loi interdit le travail des femmes enceintes plus de huit heures par jour. Une fois né, bébé est de mieux en mieux surveillé. S'il le désire, l'un de ses deux parents peut d'ailleurs se consacrer à lui, grâce au congé parental. Bébé est vivement souhaité. L'encouragement au troisième enfant est devenu une priorité : les prestations familiales ont été augmentées au bénéfice des familles de trois enfants.

comme Mutualité

La gauche est à peine installée rue de Ségur qu'elle supprime le ticket modérateur d'ordre public qui interdisait aux mutuelles de rembourser à leurs adhérents la totalité de leurs frais de santé. Les abattements de tarifs qui grévaient le budget des centres mutualistes sont eux aussi supprimés. Enfin, des demandes d'ouverture d'œuvres mutualistes, notamment de pharmacies, autrefois bloquées, recueillent enfin l'aval des pouvoirs publics. Mais la gauche fait mieux que tenir ses engagements, elle dote la Mutualité d'un nouveau code :

plus de tutelle pesante de l'Etat, les mutuelles retrouvent leur pleine capacité civile. Les contrôles sur les comptes sont allégés, les mutuelles sont enfin majeures et disposent d'une plus grande liberté dans la gestion de leurs fonds. Les militants mutualistes d'entreprise auront la possibilité de se former sur leur temps de travail.

Le label « mutuelle » est défendu contre les compagnies d'assurances qui lorgnent du côté de l'assurance maladie. Le fait mutualiste est largement reconnu. Symbole : pour la première fois depuis l'avant-guerre, un président de la République assiste à un congrès (même à deux) de la Mutualité.

comme Murs de l'asile

Les murs de « l'asile », jusque-là timidement entr'ouverts, s'ouvrent. La loi de juillet 1985 légalise le secteur psychiatrique, c'est-à-dire la possibilité de prendre en charge des malades hors hôpital. Dans le même temps une réforme du financement permet à l'hôpital de mettre au point des alternatives à l'hospitalisation, mettant fin à une situation ambiguë (*voir « l'Unité » N° 537*) où l'Etat finançait les activités extra-hospitalières, dites de prévention, tandis que l'assurance maladie prenait en charge l'hospitalisation, assimilée aux soins. Désormais l'ensemble de ces activités sera alimenté par les caisses de Sécurité sociale.

O

comme Ordre des médecins

A perdu l'occasion de se taire lorsqu'il s'est posé en gardien de la vertu. A mis de l'eau dans son vin depuis. A été appelé à plus de mansuétude envers les médecins qui refusaient de payer leur cotisation. Il devait être supprimé, il n'en fut rien. L'ordre tient la comptabilité de la démographie médicale, avalise les diplômes, règle les conflits confraternels... toutes tâches qui pourraient lui être laissées si un jour il était réaménagé.

P

comme Pasteur

L'Institut Pasteur s'est particulièrement illustré ces derniers temps avec la découverte du virus Lav (voir S comme Sida), ce qui lui a valu bien des déboires aux Etats-Unis où l'Institut a toutes les peines du monde à faire reconnaître l'antériorité de sa découverte. Les enjeux financiers sont de taille, puisque du même coup, les licenciés de l'Institut ne peuvent vendre son test de diagnostic sur le territoire américain.

Le nom de l'Institut Pasteur est bien entendu associé à la découverte des grands vaccins. En 1984, l'Institut Pasteur Production, filiale de l'I.p., et l'Institut Mérieux passaient un accord pour unir leurs efforts dans des activités complémentaires.

L'Institut Pasteur travaille actuellement sur les vaccins dits synthétiques, concernant l'hépatite B ou le paludisme.

L'Institut vient de fêter son centième anniversaire l'an dernier.

comme Prévention

Il y a les campagnes du C.f.e.s., les contrats-santé, qui revêtent des aspects originaux, la création d'une filière de santé publique et la réforme des études médicales, l'établissement d'un « bilan de santé » du pays, ajoutons la loi sur la décentralisation qui permet aux collectivités locales d'agir au plus près des populations, des activités plus traditionnelles comme la médecine scolaire, la protection de la mère et de l'enfant, la surveillance prénatale, la protection des enfants maltraités, mentionnons la création d'observatoires régionaux de la santé... cette énumération qui recoupe d'autres « rubriques » montre que, même diversi-

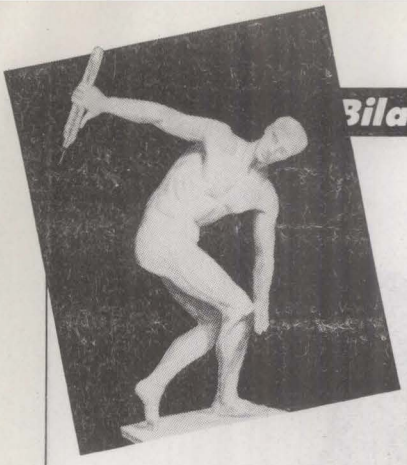
(suite en page 28)



Keystone



Amandine le premier « bébé-éprouvette » née en France.



(suite de la page 27)

fiée, la politique de prévention a néanmoins gagné en cohérence. Les dépenses de l'Etat dans ce domaine sont passées de 1 880 millions de francs à 3 500 millions de francs en 1985.

S

comme Statut des médecins hospitaliers

C'était autrefois un véritable maquis de statuts dont tout le monde se plaignait. L'évolution des carrières était bouchée. La réforme des statuts dissocie le grade de la fonction occupée par le praticien, ce qui lui assure un déroulement de carrière indépendamment de l'organisation interne de l'hôpital. Elle permet une titularisation dès l'entrée dans la carrière. Elle instaure un statut unique du praticien hospitalier et un recrutement unique sur concours national, et non plus régional. Elle offre la possibilité de passerelles entre les hôpitaux généraux et hospitalo-universitaires. Toutes ces mesures permettront d'adapter les postes aux besoins des malades et de satisfaire aux trois fonctions de soins, d'enseignement et de recherche assurés par les hospitalo-universitaires au sein d'une même équipe.

comme Suppression du secteur privé à l'hôpital

La loi du 28 octobre 1982 a fait grand bruit. Elle introduit une certaine moralisation dans l'exercice de la médecine à l'hôpital. De plus, le secteur privé, accordé aux « temps plein » hospitaliers en 1958, ne correspondait plus au contexte actuel.

comme Sida

C'est la maladie de la décennie, apparue aux Etats-Unis en 1980, un feuilleton scientifique et médiatique. Janvier 1983 : l'équipe pastorienne du Pr Montagnier isolait l'agent responsable, un rétro-virus qu'elle nomme L.a.v.. Deux ans après, la même équipe publiait sa séquence et réussissait à le cloner. Une fois cette séquence décryptée, on peut espérer connaître les protéines que les gènes ordonnent de fabriquer. C'est là une étape essentielle dans la fabrication de tests de diagnostic et de vaccins. L'Institut Pasteur réussissait à mettre au point un test de diagnostic (voir P comme Pasteur) des anticorps anti-L.a.v. (*voir « l'Unité » N° 588*).

En août, le gouvernement adoptait un certain nombre de mesures prophylactiques (*voir « l'Unité » N° 613*). Les dons de sang seront systématiquement soumis à dépistage. Suivant l'avis du Comité d'éthique, le donneur « positif » sera averti au cours d'un entretien médical. Il peut alors être suivi dans un service hospitalier compétent, mais non spécialisé (rien ne le justifierait), comme les non-donneurs d'ailleurs. Des fascicules viennent d'être distribués à l'ensemble des praticiens. A l'image de ce qui se fait aux Etats-Unis, un gala est organisé le mois prochain par des associations au profit de la prévention et de la solidarité.

comme Sécu

Solidarité d'abord. L'objectif numéro un du ministère des Affaires sociales a été de maintenir coûte que coûte le système de protection sociale tel qu'il a fait ses preuves et si possible de l'améliorer (*voir « l'Unité » N° 546*).

Un préalable de taille : maintenir en équilibre les comptes, éviter que les déficits ne se creusent de façon irréversible, tout en distribuant des soins de qualité (voir aussi D comme Dépenses de santé).

On disait l'entreprise impossible. Pourtant, dès novembre 1983 Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, affiche non seulement des comptes équilibrés, mais positifs (*voir « l'Unité » N° 534*). Les exercices en 1984 et 1985, toutes branches confondues, sont encore excédentaires (entre 10 et 11 milliards pour la dernière année). Les comptes de l'assurance maladie sont positifs depuis quatre années consécutives (plus 6 Mds en 1982, plus 12 Mds en 1983, plus 6 Mds en 1984, plus 4 Mds en 1985).

Résultats satisfaisants à un moment où l'on endigue les prélèvements obligatoires. C'est le fruit des efforts de tous : on se souvient de la cotisation sociale de 1 %, vraiment exceptionnelle puisqu'elle a été supprimée depuis, et de l'emprunt obligatoire qui sera remboursé cette année. Sans doute certaines prestations ont-elles été révisées à la baisse (les actes de laboratoires et les soins infirmiers), mais il est juste de dire que d'autres ont été améliorées (consultations prénatales, liste des longues maladies étendue, I.v.g. remboursée). Si le forfait hospitalier a été institué, toute une série de mesures en exonèrent certains hospitalisés.

Le système de protection sociale a donc été préservé. Pourtant certains, à droite, rêvent de recourir aux assurances privées pour la maladie. Celles-ci n'attendent que cela. L'équilibre des comptes rend cette menace moins « justifiable », si tant est qu'elle l'ait jamais été. Beaucoup ont accusé la « Sécu » d'inciter à la dépense... Les faits sont là : malgré ou plutôt grâce à son système de protection sociale de haut niveau — l'un des meilleurs au monde —, la France se situe dans la moyenne des pays occidentaux pour la part de la protection sociale dans la richesse nationale.

comme Scanner

Fin 1980, il y avait en France 58 scanners autorisés. Fin 1985, il y en avait plus de 200. Ces deux chiffres se passent de commentaires. La France, lanterne rouge des pays européens, a retrouvé une place honnête parmi les pays occidentaux. Et ça continue : le gouvernement vient d'autoriser 40 nouveaux scanners, dont 11 pour le privé. A la fin de cette année, la quasi-totalité des départements sera bénéficiaire d'une ou de plusieurs autorisations d'implantation, alors que 64 départements en étaient dépourvus en 1981. Les scanners ne sont plus l'apanage des seuls C.h.u. ou C.a.c.. Le secrétariat d'Etat à la Santé veille aussi à maintenir un équilibre entre les trois secteurs d'hospitalisation pour laisser le libre choix au malade entre clinique ou hôpital. Il favorise également les accords d'exploitation. Le retard a donc été comblé. La carte sanitaire a été actualisée trois fois depuis 1981 jusqu'à prévoir aujourd'hui un scanner pour 220 000 à 350 000 habitants (au lieu d'un pour un million avant 1981).

Ce programme a permis le développement d'une politique industrielle nationale (voir aussi L comme Lithotripteur).

T

comme Tour de France

Ou le voyage à travers la France d'un ministre particulièrement « roboratif » — Jack Ralite. Ce tour de France là n'a pas été une promenade de tout repos, ni pour lui ni pour son entourage. Mais cela reste un bon souvenir.

U

comme Urgences

La loi du 6 juillet 1986 donne une base juridique au numéro d'appel d'urgences médicales et légalise les Samu qui fonctionnaient — ô combien — sans avoir d'existence juridique. Tous les intervenants de l'urgence seront réunis au sein d'un comité départemental de l'aide médicale urgente qui aura la charge de coordonner les actions. Le centre 15 est enfin créé. Le centre de régulation des urgences reste au Samu.

Depuis 1981, treize centres « 15 » et douze Samu ont été mis en place.

V
comme Vaccins

On aborde aujourd'hui la troisième génération de vaccins, ceux réalisés par génie génétique, les vaccins synthétiques fabriqués soit à partir de fragments de virus soit en « imitant » les antigènes — et eux seuls — capables de déclencher les réflexes immunitaires contre telle ou telle maladie. Ces vaccins sont mieux tolérés. Le vaccin contre l'hépatite B en fait partie, tout comme celui contre le paludisme étudié à l'Institut Pasteur et par les Américains, qui ont procédé déjà à des expérimentations. On a bon espoir, aussi, de découvrir par les mêmes techniques un vaccin contre le Sida.

La vaccination est souvent le seul moyen de lutter contre une maladie. C'est le cas pour la grippe. Elle est largement étendue aux personnes âgées grâce aux efforts conjugués de la C.n.a.m.t.s. et de la Mutualité.

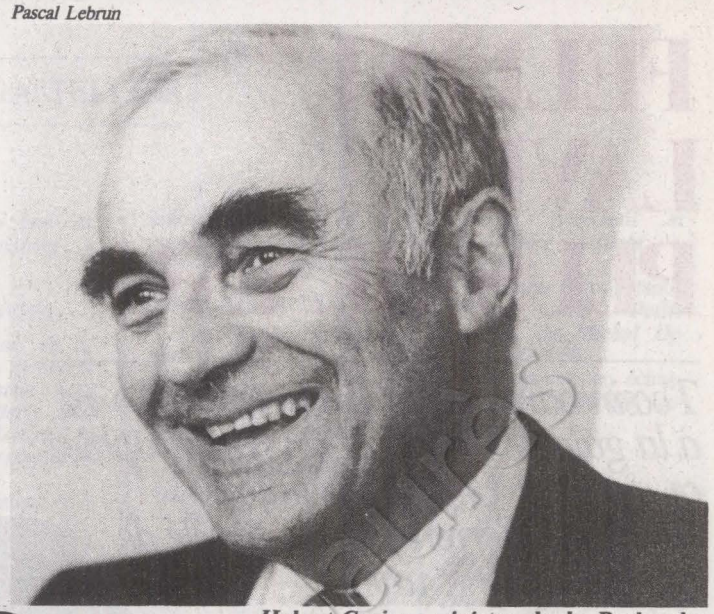
X
comme Chromosome X

Le chromosome devient un petit génie. Celui de bactéries inoffensives pour l'homme est désormais employé par les chercheurs à la fabrication de médicaments. Contre le diabète notamment. Le chromosome dévoile peu à peu ses mystères. En apprenant à le lire, on peut dépister, déjà sur l'embryon, certaines affections ou prédispositions à des maladies. Les « greffes » de gène, quant à elles, posent encore bien des problèmes techniques et éthiques.

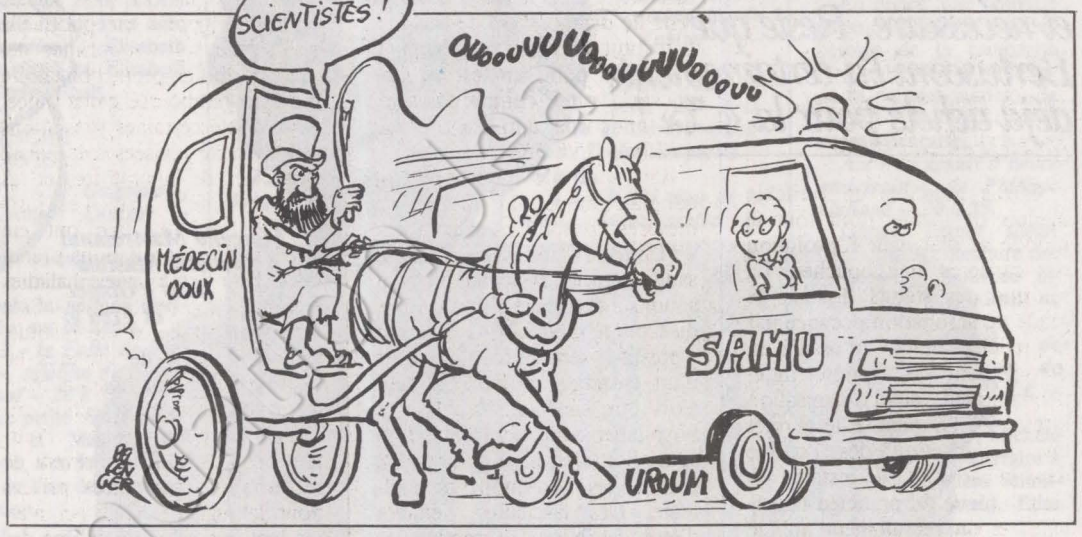
Y
comme chromosome Y

Eh oui, il faut un papa pour faire un bébé... jusqu'à présent du moins. Ce papa est parfois anonyme, c'est le donneur volontaire dans l'insémination artificielle ; toujours volontaire, c'est le père, dans la fécondation in vitro. Les Cecos maîtrisent de mieux en mieux les techniques de procréation assistée : congélation du sperme, « Fivette », congélation de l'embryon, etc. Un principe en France : les dons de sperme, d'ovocyte, l'offre des mères « porteuses » ne donne lieu à aucune commercialisation. X ou Y, c'est encore le hasard, pour l'instant, qui préside au choix du sexe.

Pascal Lebrun



Hubert Curien, ministre de la Recherche.


SCIENTISTES !
OUoooUUUoooUUUoooUU
MÉDECIN DOUX
SAMU
URGENCE
URGENCE
URGENCE

FELLINI LAVE PLUS BLANC

Tocsin baroque, « Ginger et Fred » est à la galaxie Mac Luhan hypertrophiée ce que « la Grande Bouffe » de Marco Ferreri fut à la société de consommation : une charge outrancière et nécessaire. Reste que Berlusconi l'a certainement déjà acheté pour la « 5 » !



Marcello Mastroianni et Giulietta Masima dans « Ginger et Fred ».

Fellini, vu par Daullé



PAR FABIAN GASTELLIER

Y'A bon Fellini. A 65 ans, le vieux maestro a décidément plus d'un tour dans son sac. La preuve : il vient de se payer le gouvernement italien dans les grandes largeurs. ***Miellor, le miel en or des abeilles snobs. Miellor.*** Avouez qu'il y a de quoi flipper lorsque très cérémonieusement convié à l'avant-première de la dernière bulle du Pape, « Ginger et Fred », et salivant d'avance à l'idée de flotter deux heures durant dans le délicieux parfum rétro du Tip-Tap, vous vous prenez en pleine poire un tonitruant pamphlet culotté et génial contre la télé saucissonnante de « Sua Emittenza » Berlusconi, ce cloaque, dont, rien qu'en le tolérant, vous vous êtes quand même fait l'allié. ***Quand on n'a plus rien a se refuser : cigarette Bouffée, la cigarette du condamné.*** La tronche des officiels ! Même pas prévenus qu'un film pouvait en cacher un autre et qu'un titre était capable de publicité mensongère, à l'inverse du Port Salut.

Mais les Italiens ont depuis belle lurette chipé l'art du fair play aux Anglais. D'où, à l'applaudimètre, un accueil globalement positif de la classe politique, que résume assez bien l'avis du juge Imposimato : *« Un film splendide* ***Schtroumpfez la vie du bon côté avec Peti-Schtroumpf, le soda qui vous fera exploser,*** plutôt pessimiste quand on voit le catalogue qu'il dresse de toutes les scléroses mentales dues aux assauts répétés et permanents de la publicité. Mais là, je crois que Fellini a raison ! » (1)

Scléroses mentales ? Certes. Le périple de Ginger et Fred, ces deux vieux danseurs de claquettes exhumés pour une journée de leur retraite d'oubli et précipités dans l'enfer de Rome, ville offerte, dévorée par les affiches et noyée sous les prospectus-détritus ; puis dans l'enfer de la télévision, sous la houlette du gnome à paillettes, Lombardoni, sorte de maxitête 1/3 Sabatier, 1/3 Guy Lux, 1/3 Drucker, ressemble à une exploration en règle du gâtisme médiatisé. ***Mal aux dents ? Mâchonnez Boulgom au fluir, le seul remède agréé par l'association transylvanienne des vampires.*** Parades de monstres, heurts et malheurs en direct, (le clan Boutboul, chez Lombardoni, c'est l'explosion assurée de l'indice d'écoute), inventeurs de culottes comestibles, illuminés enregistrant l'au-delà sur mini-cassettes, moines volants et spots, spots hourrah : Fellini plonge avec saveur dans le spectacle du néant pour téléphages repus a cote de quoi « Intervilles », c'est Duras lue par Claude Simon.

Ceux qui ont joué la stupeur auraient dû réviser leurs classiques. ***Une parente gênante ? Un associé encombrant ? Butez, éliminez : avec les Flingueurs réunis, optez pour le contrat de confiance qui rectifie une vie.*** Fellini n'a jamais fait un mystère de ses positions résolument antipub et antitélé, surtout depuis que le mariage consommé des deux a donné naissance à un univers ânonnant, asthmatique, bêtifiant où les images se télescopent, se bousculent, nous

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI
24 JANVIER

T.f.1 « le Jeu de la vérité », émission de Patrick Sabatier. Invité : Michel Piccoli – 20 h 35.

Alors là : on se colle à son poste. Piccoli, le fantassin des chouettes combats, toujours en première ligne, n'a sans doute pas fini de nous étonner ni de nous ravir...

« L'Ombre des bateaux sur la ville », téléfilm de Jacques Krier – 22 h.

Portrait d'un forcené, radioscopie d'une désespérance contemporaine. Pudique et beau.

A.2 « Fort Saganne », d'Alain Corneau. Troisième partie – 20 h 35.

Ciné-club : « Rio Bravo », d'Howard Hawks – 22 h 55.

Même un western peut être parfait. Surtout avec Angie Dickinson planquée derrière un coin de décor.

F.r.3 « Marlowe, détective privé », série de Sydney Hayers. Quatrième épisode : « Calibre 38 » – 21 h 40.

Canal Plus « Qu'est-il arrivé à Baby Jane ? », de Robert Aldrich – 21 h. Prochaines diffusions les 27/1, 31/1, 2/2, 4/2 et 6/2.

Dans le scénar, deux sœurs qui se haïssent. Sur le plateau, Crawford et Davis qui ne pouvaient pas se blairer. A l'arrivée : un monument incontournable de l'hystérie cinématographique. Quand Aldrich se prend pour Charcot. Les diffusions des 4 et 6 février sont en V.o.

SAMEDI 25 JANVIER

T.f.1 Série noire : « Adieu la vie », téléfilm de Maurice Dugowson – 20 h 40.

Quand un ennemi public n° 1 débarque, au lendemain de son évasion, dans une famille de dingues, qui est le plus à plaindre ? Avec Jean-Claude Dauphin, Fabrice Lucchini, Benoît Régent et Jean-Pierre Bisson. Mais sur Musique, à 21 h, « Don Giovanni », par Furt avec Cesare Siepi, Elisabeth Schwarzkopf et Elisabeth Grümmer. Raaah...

DIMANCHE
26 JANVIER

T.f.1 « le Guignolo », de Georges Lautner – 20 h 35.

Bébel en caleçon à pois. Pour grands pervers. On préférera la journée Furtwängler sur Musique.

A.2 « la Folle de Maigret », téléfilm de Claude Boissol – 20 h 35.

Une petite vieille persécutée, et Maigret qui, d'abord, s'en fout. Rediffusion de l'un des meilleurs Simenon.

F.r.3 Cinéma de minuit : « la Bandera », de Julien Duvivier – 22 h 30.

Un assassin malgré lui s'engage dans la légion espagnole. Une œuvre surestimée où, selon Georges Sadoul, « on abuse des cadrages obliques ». Duvivier la dédia carrément à Franco. Sympa.

LUNDI 27 JANVIER

T.f.1 « l'Avenir du futur », émission présentée par Robert Clarke : « Le toubib », de Pierre Granier-Deferre. Débat : la médecine catastrophe – 20 h 35.

Les mésaventures médico-guerrières d'Alain Delon et Véronique Jannot. Pour très grands pervers.

A.2 « les Portes de l'espoir », série de Jerry London. Deuxième partie – 20 h 35.

« Pays d'octobre : choses vues dans le Mississipi », de Bertrand Tavernier et Robert Parrish. Dernière partie – 22 h 25.

F.r.3 « la Piscine », de Jacques Deray – 20 h 35.

Troubles tropéziens. Enième rediffusion. Avec Jane Birkin, alors au faîte de sa période camouflage.

MARDI 28 JANVIER

A.2 « le Bon plaisir », de Francis Girod – 20 h 35.

Les ferrets de la Reine version Ve République. Divertissant.

F.r.3 « Tremblement de terre », de Mark Robson – 20 h 35.

La catastrophe, c'est le film.

MERCREDI 29 JANVIER

T.f.1 « Parlons France », en compagnie de Laurent Fabius – 20 h 30.

« La Guerre du cochon », série de Jean L'Hôte et Gérard Chouchan. Troisième partie – 20 h 40.

A.2 « le Fil ténu de la vie », documentaire de Chantal Waysman et Jean-Pierre Lovichi – 21 h 55.

Le cancer et les enfants.

F.r.3 « la Petite bande », de Michel Deville – 22 h 50.

Sept gamins en échappée libre. Totalement magique.



« La petite bande » de Michel Deville.

JEUDI 30 JANVIER

T.f.1 « Aux urnes, citoyens », émission proposée par Alain Denvers et Jean Offredo. Invités : Pierre Joxe et Jacques Toubon – 20 h 45.

En direct, une nouvelle émission ripolinée pour les besoins de la campagne électorale. Thème du débat de ce premier numéro : la sécurité et la liberté dans la société française.

A.2 « Le Quart d'heure américain », de Philippe Galland – 20 h 35.

Gérard Jugnot séduit Anémone : la dictature des chauves du nouveau cinéma français poursuit sa percée. Youpi.

F.r.3 « Quoi de neuf ? », magazine de Claude Glayman. I.d.f. – 18 h 34.

Encore Vienne. Michèle Gazier, critique littéraire à Télérama évoquera Schnitzler, Stefan Zweig, Elias Canetti et Kafka.

« Stavisky », d'Alain Resnais – 20 h 35.

Grandeur et décadence d'un maître escroc. Avec Belmondo, remarquable (il sait l'être) et Anny Duperey.

submergent et nous achèvent. Brave new world, où voici que Big Brother bégaie...

Ce qui n'empêche pas le cinéaste de chatouiller, à ses heures, le diable par la barbichette ***lames Tranchette, pour que le rasage ne soit plus barbant*** en filmant pour le petit écran ou bien en apposant son paraphe au bas de la campagne Campari. Sur ce point, Fédérico est on ne peut plus clair : « Oui, j'ai fait des films pour la télévision et même des spots publicitaires, explique-t-il. Et j'espère bien en refaire. Seulement voilà : à aucun moment lorsque j'écrivais le script de ces films, que je recherchais les comédiens, que j'explorais les lieux possibles pour tourner, que j'organisais éclairage et décor, que je construisais image par image les séquences du récit ***Lourdeurs d'estomac ? Pastilles Gaga*** ; à aucun moment vous dis-je, je n'ai pensé que tout cela était pour la télévision ; que tout ce que j'avais bâti pourrait être déversé dans ces petits écrans glauques et aveugles. Par là, j'entends dire que je ne considère pas la télévision comme un moyen d'expression. Elle est tout au plus un moyen de transmission » (1).

Tout comme la publicité. S'en servir, la manipuler, il n'est pas contre, Fellini, il serait même des fois tout contre ; mais passez du trot au galop et c'est la fin des haricots, l'aube de l'esclavagisme ***Chocolats Blako, une croisière sur l'amer...*** cérébral où l'on en vient à « habituer le spectateur à un langage spasmodique, balbutiant ; à la suspension de toute activité mentale, à la multiplication d'interruptions momentanées de concentration qui, à la fin, le transformeront en crétin absolu, incapable d'attention ou de réflexion » (1). On pourrait ajouter : en grand décodeur devant l'Eternel. Et quelle alternative, dans la violence des temps modernes, quand on n'a plus, pour se défouler, que le choix entre le doigt sur la gâchette ou sur la télécommande...

Tocsin baroque, « Ginger et Fred » est à la galaxie Mac Luhan hypertrofiée ***Savons Dolce Vita : le luxe n'est plus un péché...*** ce que « la Grande Bouffe » de Marco Ferreri fut à la société de consommation : une charge nécessaire, hyper saine par son dégueulis d'ordures et de folies en tout genre. Encore un chef-d'œuvre. Encore une métaphore sur le spectacle et la vie. Sauf que là, impasse ou point de non-retour, la vie est devenue spectacle. En chemin ***Les Pates Lala : l'Italie est là,*** l'homme s'est paumé, qui a troqué son âme contre un tube cathodique lui vantant 24 h sur 24 les mérites des paradis artificiels. Pas encore convaincus ? Attendez, vous verrez... ●

(1) « L'Europeo » du 7 décembre 1985.



Barricade de la rue de Paris à Belleville pendant la Commune.



Février 1934.



Mai-68.

PAR NICOLE CHAILLOT

Consensus sera-t-il un jour un mot français ?

** « La Fièvre hexagonale » par Michel Winock (Calmann-Lévy).*
** « Les Elites socialistes au pouvoir » sous la direction de Pierre Birnbaum (Puf).*

L'approche des élections favorise la poussée des livres politiques comme une pluie de printemps fait sortir les limaçons. Politique-fiction, marketing, ragots, bruits de couloir, faux souvenirs et vraies calomnies... tout est bon pour vendre du papier en cette période présumée propice. Loin de ces phénomènes saisonniers il faut signaler deux livres épatants chacun dans leur genre et sans doute plus à même de donner à réfléchir sur l'avenir de la démocratie, la pérennité des institutions de la Ve République ou le renouvellement des élites que les gadgets du prêt-à-lire.

On peut bien sûr m'objecter que « la Fièvre hexagonale » de Michel Winock et « les Elites socialistes au pouvoir » sont des ouvrages autrement plus austères que les ci-devant best-sellers. Certes ils sont moins croustillants mais le livre de Michel Winock par exemple se lit d'une traite en dépit de ses presque 400 pages d'autant qu'il est écrit avec une nervosité et une fougue qu'on rencontre rarement chez les historiens. Spécialiste de la IIIe République, Michel Winock a eu l'astucieuse idée de faire l'exégèse de huit grandes crises politiques qui ont secoué la France depuis 1870. De la Commune à Mai-68 en passant par l'affaire Dreyfus ou le boulangisme, ces convulsions de l'Histoire ont en commun d'avoir ébranlé les fondements de la République juqu'à la tuer parfois (10 juillet 1940 : fin de la IIIe République ; 13 mai 1958 : fin de la IVe République). Guerre civile chaude dans le cas de la Commune (« Elle fut vaincue, et vaincue elle fut égorgée », Jaurès) ; tiède dans le cas de l'affaire Dreyfus et du boulangisme ; froide dans la deuxième moitié du XXe siècle – 13 mai 1958 et mai 1968 – « où les divisions du corps social sont infiniment moindres que jadis » selon l'historien.

Au travers de ces huits fractures s'étalant sur quatre-vingt-dix-sept ans, Michel Winock prend un malin plaisir à relever les permanences de certains leitmotive : anticléricalisme à gauche, intégrisme ultramontain à droite : « La société française est divisée en profondeur sur la question religieuse, ligne de partage fondatrice entre la culture de droite et la culture de gauche. » On retrouve aussi jusqu'en 1968 le « syndrôme de la barricade qui restera au cœur de la vie politique française bien après que ces barricades auront cessé d'être d'une quelconque utilité stratégique ». De même que la tentation mal réfrénée de faire appel en cas d'anxiété collective au « père », à l'homme providentiel, un militaire de préférence : le général Boulanger qui échouera de peu en 1887, Pétain en 1940 et De Gaulle en 1958 puis en 1968.

Ce livre foisonnant nous interpelle constamment, débusquant à droite la rigidité, l'égoïsme, la violence ; extirpant à gauche l'aventurisme, la frilosité, la courte vue ou la lâcheté. A cet égard, l'analyse de la crise de 1940 qui clôt avec la défaite la IIIe République et qui voit les représentants de la Nation remettre leur mandat entre les mains d'une dictature militaire aux ordres de l'occupant est assez dérangeante, voire bouleversante. Bref, depuis 1789, révolution et contre-révolution ont maintenu une guerre civile latente dont les crises politiques ont révélé la continuité. En voyons-nous le bout ? L'auteur, bien que prudent, est plutôt optimiste. Il voit dans l'exercice de l'alternance sans perturbation de 1981 « un tournant décisif dans l'histoire des relations entre les partis français, l'opinion publique et les règles constitutionnelles. Jamais, jusque-là, un véritable processus d'alternance n'avait pu s'imposer sans changement de régime ». Sommes-nous enfin sortis des guerres de religion et entrés de plein gré dans la société pluraliste ?

Dans une certaine mesure le livre « les Elites socialistes au pouvoir » répond en partie à cette question. En effet, l'ouvrage collectif publié sous la direction de Pierre Birnbaum, analyse la distribution du pouvoir dans la France socialiste et porte par conséquent sur les ministres, les députés, les membres des cabinets ministériels et étudie l'éventuelle « épuration » dont aurait été victime une haute administra-

tion dont les liens avec une droite omnipotente depuis 25 ans n'étaient un secret pour personne. Et là aussi surprise. A part quelques fonctionnaires d'autorité – recteurs et préfets – aux ordres du pouvoir et dont la mobilité est inscrite dans le statut, pas de « spoil-system », encore moins de chasse aux sorcières. « Bons élèves de la République », « boursiers » plutôt qu'« héritiers », contrairement à leurs prédécesseurs de droite, ces ministres militants ont su faire preuve de patience et s'accommoder d'une haute administration parfois rétive. Leur a-t-on assez reproché ! Contrairement à ce que proclamait une phrase de congrès mal interprétée, les têtes sont très peu tombées.

Mais les professionnels de la politique – militants, syndicalistes, associatifs – qui ont remplacé les technocrates et autres têtes rondes nées coiffées n'en ont pas moins modifié en profondeur les règles du jeu. « L'élite politique socialiste se distingue donc réellement des élistes gaulliste ou giscardienne ; en un mot "ce ne sont pas toujours les mêmes qui gouvernent". Les énarques roses n'ont pas simplement remplacé comme on le dit trop souvent les énarques d'antan. »

Enseignants du supérieur ou du secondaire, « humanistes » ayant souvent fait des études littéraires, ces intellectuels ont su se mettre au service de l'Etat sans occulter pourtant leur profond attachement à un parti et aux valeurs de la gauche. Reste à savoir si, avec la nouvelle distribution des cartes de l'après-mars 1986, les diverses élites sauront cohabiter ou non. La conclusion de Pierre Birnbaum laisse penser que l'institution étatique est désormais si forte qu'elle ne saurait être si facilement ébranlée.

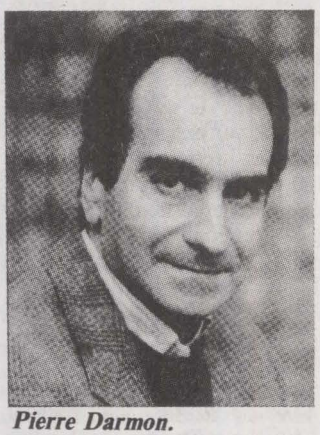
De son côté Michel Winock conclut sa « Fièvre hexagonale » par ces mot : « Bien des signes plaident en faveur du consensus, n'était l'importance, on l'a vu, des passions résiduelles, de la contingence, des impondérables dont l'histoire politique fait son miel. » Quand je vous disais qu'avec ces deux livres on était au cœur du débat...

A la poursuite de l'ennemie publique n° 1

** « La Longue traque de la variole », par Pierre Darmon, Perrin.*

Un vrai polar ! Ce livre d'histoire se lit avec la passion et l'engouement qu'on réserve d'habitude aux ouvrages de fiction où le suspense est l'élément pivot. Ici, bien sûr, on connaît la fin de l'histoire : la variole, redoutable moissonneuse a enfin été erradiquée en 1979 après des siècles de ravages qui, selon l'auteur Pierre Darmon, ont été d'autant plus violents que la petite vérole ou « petite sœur » était une maladie familière et quasi acceptée. Moins terrifiante que la peste qui n'agissait que par brutales attaques, elle était pourtant plus tragique avec son cortège de morts, de mutilés et de défigurés. Tous l'avaient, et même si tous n'en mouraient pas... la plupart en gardaient des séquelles toute leur vie : visages grêlés, cécité, surdité, etc.

Et, puisque la fatalité voulait que personne n'échappât au fléau, autant tenter de devancer l'appel en inoculant à des enfants sains une goutte de pus variolique afin de provoquer une maladie quasi apprivoisée rarement mortelle et moins traumatisante. Mise au point par des « bonnes femmes » grecques, l'inoculation fut d'abord soupçonnée de ne servir qu'à protéger la beauté des enfants dont on comptait monnayer la séduction dans les harems d'Istambul et d'ailleurs. Infâme dessein que ne saurait admettre la médecine occidentale, catholique, apostolique... et masculine. Née à Istambul – et venue sans doute des confins de l'Extrême-Orient où elle se pratiquait de toute éternité – l'inoculation fut introduite en Occident grâce à l'enthousiasme d'une aristocrate anglaise qui, maîtrisant l'usage de la publicité avant l'heure, fit inoculer ses enfants en présence de médecins et de puissants. Assez vite cette pratique se répandit dans les milieux favorisés – aristocrates et grands bourgeois du XVIIIe siècle – où le dessein de conserver aux héritiers la beauté et la santé n'était sans doute pas absent, en dépit des accidents de parcours inévitables.



Pierre Darmon.

Reste que la grande faucheuse n'en continuait pas moins sa moisson d'enfants, génération après génération. Jusqu'à ce qu'un chercheur britannique – on doit beaucoup aux insulaires dans la lutte contre la variole – Jenner sût se poser la bonne question à propos d'un phénomène observé depuis longtemps : pourquoi les laitiers et autres vachers n'attrapaient-ils jamais la variole ? Par quoi étaient-ils protégés d'un fléau qui pourtant n'épargnait personne ? Jenner comprit assez vite qu'ils étaient immunisés – et définitivement – par une maladie transmissible par les vaches : la cow-pox. Il suffisait de fabriquer un vaccin à partir d'une souche de cette maladie et le tour était joué. Autant l'inoculation avait été reçue avec méfiance, autant le vaccin fut un triomphe immédiat. Dès le début du XIXe siècle, il se répandit comme une traînée de poudre et fit reculer la maladie dans des proportions suffocantes.

Aujourd'hui, la variole, terreur des familles, a disparu, mais Pierre Darmon qui n'oublie pas qu'historien, il est aussi romancier (« la Veuve sanglante » et « Gabrielle Perreau, femme adultère ») laisse peser une lourde angoisse. Et si le virus était conservé quelque part, dans quelque bunker prêt à servir pour je ne sais quelle guerre bactériologique ? On imagine alors quels ravages provoquerait la variole sur des populations sans défense car plus immunisées du tout. C'est avec ce frisson prémonitoire que se termine le livre au cours duquel Pierre Darmon, appuyé sur des montagnes de documents, a réussi à faire de l'histoire d'une maladie une passionnante poursuite. Sans compter qu'on peut aussi y apprendre la patience : il a fallu des siècles pour décapiter la tueuse, il n'aura fallu que quelques petites années pour identifier un autre tueur, autrement moins dangereux, le Sida.



La vaccine au château de Liancourt au début du XIXe siècle.

James Baldwin
"Le racisme a partout la même origine: l'esclavage"

PAR JEAN LIBERMAN

Décapant, dérangeant, ne dédaignant pas la provocation, l'écrivain américain James Baldwin auteur de « Meurtres à Atlanta » (Stock) pose le problème du racisme et du mépris en termes complètement neufs, au moment où vingt ans après son assassinat les Etats-Unis consacrent un jour du souvenir férié à Martin Luther King.

« LES enfants n'ont pas de couleur, les cadavres non plus », nous dit James Baldwin. A l'heure des démences de l'apartheid en Afrique du Sud, mais aussi des explosions raciales des ghettos qui, de Watts à Birmingham jusqu'aux meurtres xénophobes de chez nous continuent de faire du racisme l'un des fléaux majeurs de notre monde, la parution récente de son impitoyable réquisitoire qu'est « Meurtres à Atlanta » (éd. Stock) exigeait pour le moins le prolongement d'un entretien avec l'auteur.

Petit-fils d'esclave, issu de Harlem, qui vit maintenant en France après une œuvre qui en a fait un des écrivains américains les plus réputés, James Baldwin, dont les obsessions n'ont cessé de cerner à sa façon les questions de la haine raciale, ne pouvait qu'être fasciné par la tragédie symbolique d'Atlanta. On se souvient comment vingt-huit enfants noirs y disparurent, au long de 1981, sadiquement assassinés. Mais si Baldwin écrit « Meurtres à Atlanta », après y avoir enquêté, c'est moins pour dénoncer, comme il le fait « en passant », les impostures flagrantes d'un procès, que pour développer une réflexion des plus décapantes sur la permanence d'une monstruosité, et nous apostropher tous dans un lyrisme cinglant et radical.

Car ce fils de pasteur se veut le dynamiteur implacable et global de tous les faux-semblants, les solutions creuses et réductions myopes d'un problème à ses yeux non pas « Noir » mais planétaire : celui du système de domination blanche issu de l'esclavage et qu'il pourchasse, armé de l'amour des siens et de tous les minoritaires, jusqu'à la limite du racisme à rebours. Mais l'intransigeance extrême de ses propos — dont nous lui laissons naturellement la paternité — n'est-elle pas à la mesure de l'ampleur du délire racial de notre temps ?

A.f.p.



Recueillement — on reconnait le vice-président Bush, Coretta King et Mgr Desmond Tutu — sur la tombe de Martin Luther King, le jour anniversaire de sa naissance.

« L'UNITE » : Vos livres tournent toujours autour de thèmes liés au racisme, en particulier sur la nature des identités noires et blanches. En quoi votre problématique est-elle si singulière ?

JAMES BALDWIN : Ce n'est pas le thème raciste qui est mon sujet : la façon dont des êtres humains en traitent d'autres est beaucoup plus que raciale, et bien plus grave. Quant au problème blanc je crois que les soi-disant blancs s'imaginent être les héritiers de l'Histoire qui serait leur création. Ils ont tort.

— Vous vous considérez comme un écrivain « engagé » ?

— Oui... Tout simplement parce que je suis un être humain.

— On peut s'étonner de trouver dans « Meurtres à Atlanta » au lieu d'une véritable enquête de votre part sur les crimes commis surtout des considérations accusatrices sur le problème Noirs-Blancs aux Etats-Unis, comme si notamment le fait que les enfants tués aient été, comme vous le soulignez, noirs et pauvres, suffisait à tout expliquer...

— L'histoire de mon pays — comme du vôtre — est complexe. Si l'on parle de l'assassinat de vingt-huit enfants noirs, l'enquête ne peut seulement concerner **qui** les a tués mais **comment** c'est arrivé, quelle signification ça a. Noirs et Blancs sont mêlés chez nous depuis des siècles... il ne peut donc s'agir d'un simple fait divers raciste, plus ou moins mélodramatique, mais d'une crise sociale très grave. Elle implique l'histoire de la Géorgie, de mon pays et même celle du vôtre. Telle est mon enquête qui ne cherche qu'à vous mettre devant certaines questions.

— Derrière votre hantise de la signification du clivage Blancs-Noirs on a l'impression que ces morts d'Atlanta, loin en effet de l'accidentel, seraient surtout pour vous les victimes expiatoires de la Géorgie blanche, selon une sorte de fatalité originelle née de l'esclavage...

— Je dis effectivement qu'ils étaient « visiblement » noirs. Car chez nous aux Etats-Unis, plus qu'ailleurs nous sommes, après quatre cents ans, tous métis : j'ai des ancêtres noirs et blancs, et il en est de même des Blancs. Et c'est d'ailleurs la crise, chez nous, dès qu'on essaie de le nier. Pour moi ces enfants tués étaient tous nos enfants et, à mes yeux, les enfants n'ont pas de couleur, les cadavres non plus. Et puisque cette affaire est issue de nôtre histoire comme de la vôtre, et plus précisément de l'esclavage... nous en sommes tous responsables. Mon enquête n'est pas purement américaine, elle nous implique tous. Après tout, le « rêve américain » est né en Europe... C'est Napoléon qui nous a vendu la Louisiane. Le fait est que pour moi, à la limite, ces classifications de Noirs, Blancs ou juifs ne riment à rien. Cela a toujours relevé de « folies », de méchancetés que je n'arrivais pas comprendre.

— Cet espèce de radicalisme vous conduit à mettre complètement en cause ladite « intégration » progressive, sociale et politique des

Noirs, qui, selon vous, n'aurait fait qu'aggraver la division Noirs/ Blancs...

– Je ne suis pas le seul à le dire. Et même l'indépendance de l'Afrique n'a rien changé non plus à ce continent ; elle n'a été qu'un autre moyen pour les Blancs de garder le pouvoir. Est-ce que les diamants d'Afrique appartiennent aux Africains ? et malgré les avancées sociales (bourgeoisie noire) ou politiques (élus noirs) réalisées il y a aujourd'hui sur l'intégration du fait même des événements, beaucoup moins de gens en désaccord avec moi qu'il y a vingt ans.

Imaginez que je sois aujourd'hui un Noir aisé président d'une banque avec une fille – du type Angela Davis – traquée par le F.b.i. Qu'est-ce que je serais d'abord ?

– Alors pour vous l'intégration ce n'est que le maintien dissimulé du pouvoir blanc ?

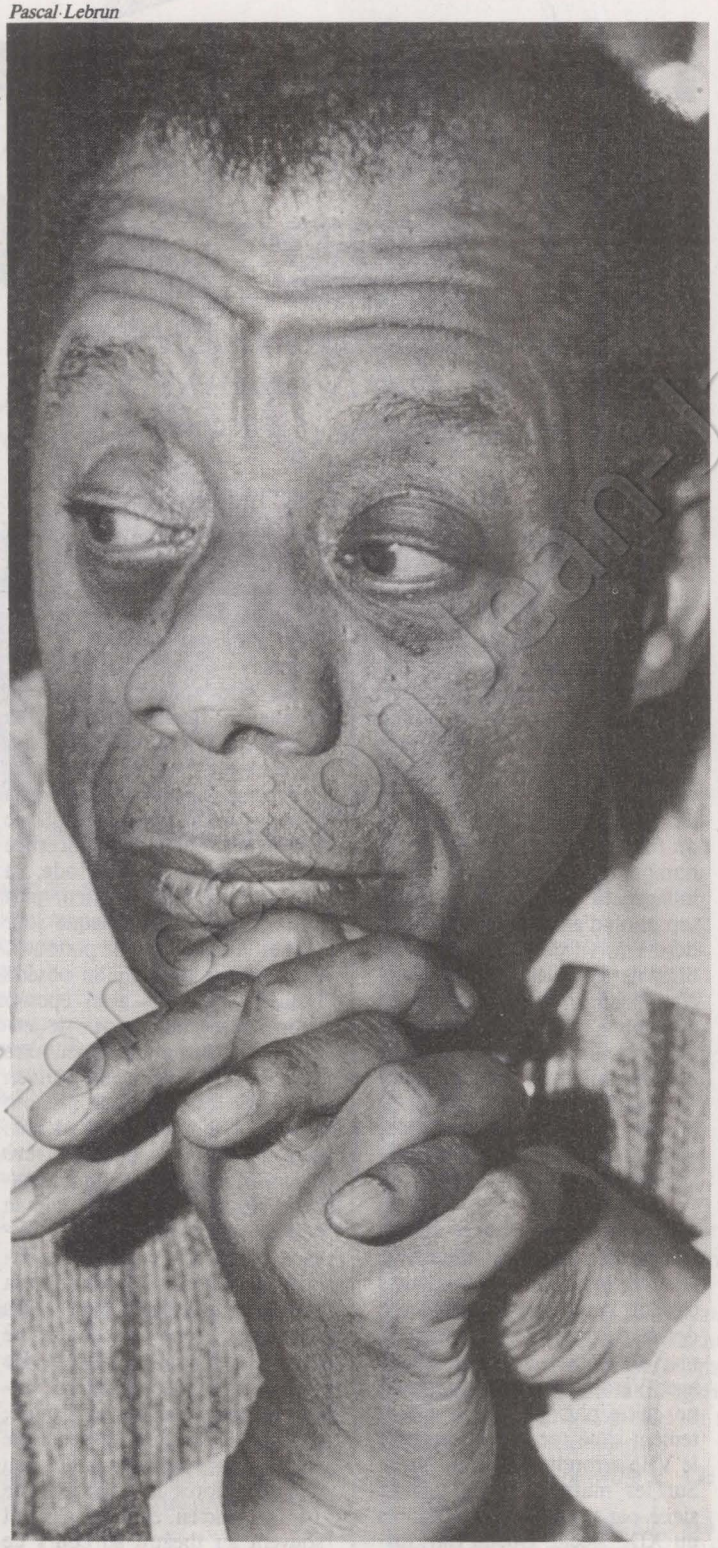
– C'est plus grave encore. C'est comme si, enfermé, on vous faisait la promesse de vous donner les clefs des portes, de toutes les portes, tout en sachant que derrière ces portes il y en a d'autres dont on garde les clefs. L'intégration a donné lieu chez nous a une sorte de panique quand on a réalisé que s'annulaient tous les progrès qu'on croyait avoir faits.

– Est-ce une réhabilitation du mouvement radical des Blacks Panthers de Malcom X succédant à celui des droits civiques de Martin Luther King, qui prêchait précisément à Atlanta ?

– Non, Malcom X c'est fini, mais j'étais son ami comme celui de Luther King. Qu'il n'y ait pas de malentendu, je ne suis ni amer ni désespéré, j'essaie seulement de voir les choses en face : la crise n'est pas chez les Noirs mais chez les Blancs.

Et ce qui est important c'est le changement d'état d'esprit des Noirs. Il y a une autre jeunesse qui se rend compte qu'elle n'est pas seule dans le monde, que ce ne sont plus les Noirs qui y sont minoritaires, mais les Blancs. Alors que le rêve blanc de mon pays m'a façonné comme quelqu'un de différent, de minoritaire, au fur et à mesure que le temps passe je me suis aperçu que c'était faux. Les Blancs n'ont qu'une seule chose : le pouvoir, pour l'instant.

Pascal Lebrun



– En attendant vous percevez une dégradation telle de la situation des Noirs que ceux-ci en sont venus aujourd'hui à s'entretuer eux-mêmes dans leurs ghettos, souvent en plein pourrissement, et vous n'excluez pas que le meurtrier d'Atlanta soit Noir...

– Rien ne prouve qu'un Noir ait été coupable à Atlanta. Ce n'est pas à moi de le démontrer, je pose des questions. En fait les Noirs se tuent entre eux comme le font les Blancs : nous sommes des êtres humains comme vous. Et le pourrissement des ghettos n'est pas nouveau.

Au fond cela relève de la situation du pays ; il s'agit moins donc du problème noir que blanc. Les ghettos n'ont pas été créés par les Noirs mais par l'establishment, par l'effet de panique des Blancs qui ont quitté les lieux pour rester Blancs. A leurs yeux les Noirs sont un danger dont il faut se mettre à l'abri.

Encore une fois si j'évoque les Noirs en prison, dans l'armée, condamnés à mort, drogués, paumés, il s'agit d'un problème social dont la racine est chez vous, les Blancs, de par votre système dont vous êtes d'ailleurs prisonniers, pas moi.

– Vous remarquez, en outre, que l'intégration a contribué à détruire les valeurs positives de la vie communautaire noire : fraternité, solidarité, etc. D'où votre revendication différente de « déségrégation ». Qu'est-ce à dire ?

– Je constate que les Noirs ont été menacés et même brisés par ce qu'on appelle l'intégration, et que nous n'avons pas demandé cela. Ce que nous voulons en effet c'est la déségrégation. Intégrés nous le sommes déjà de fait en tant que métis et l'intégration a pour racine la mauvaise conscience américaine. La déségrégation c'est simplement le droit d'aller dans les mêmes toilettes que les Blancs et de ne pas être traités comme des mulets. Ce n'est pas l'envie de coucher avec le Blanc ou d'habiter à côté de lui, mais qu'il reste et nous laisse tranquilles..

– On en est plus tout de même aux Etats-Unis à un certain apartheid...

– Demandez ça à un jeune de 25 ans. Bien sûr les choses ont évolué mais il se sent toujours visé du fait de sa couleur.

– Vous accusez globalement le monde blanc et judéo-chrétien porteur dites-vous, du génocide hitlérien. Vous savez pourtant que les juifs – et souvent les chrétiens – ont été les grandes victimes de l'hitlérisme...

– C'est vrai mais la racine de tout cela est dans l'église judéo-chrétienne qui a fait du juif l'assassin de Jésus-Christ. Je

(suite en page 36)

(suite de la page 35)

n'ignore nullement l'existence de tous les antifascistes américains ou français, je fais allusion au système économique et social qui dicte souvent l'attitude du citoyen.

C'est le système qui se justifie comme blanc, le responsable, et cela n'a rien à voir avec la couleur de votre peau. Il s'agit du pouvoir blanc, ce système d'oppression dont vous êtes vous-mêmes les victimes. Et je ne veux pas dire non plus que les valeurs noires africaines, balayées par une civilisation blanche sacralisée, devraient prévaloir sur les autres.

– Que pensez-vous du développement de la violence raciste en France ?

– Elle ne m'étonne pas. Le racisme américain est après tout né ici. Et même si par le passé, vos esclaves étaient ailleurs, nombreux surtout dans les villes coloniales, vous y réagissiez exactement comme dans mon pays, qui est un peu le vôtre. Pourquoi ? Les origines sont les mêmes : l'esclavage.

– L'apartheid radicalisé de l'Afrique du Sud ne vous semble-t-il pas un racisme spécifique ?...

– Pourquoi ? Tout le monde occidental autant qu'afrikaaner est impliqué dans le drame d'Afrique du Sud. On y a vu à l'œuvre les mêmes missions chrétiennes occidentales, censées civiliser les « sauvages », et on connaît les implications économiques. Quant à être plus ou moins radical : il n'est pas de moyen de mépriser quelqu'un qui ne soit radical.

– Vous semblez finalement avoir une vision bien apocalyptique de l'avenir. Vous le dépeignez d'ailleurs comme un affrontement entre ceux qui « ont quelque chose à préserver et ceux qui n'ont rien à perdre »... Pessimisme, désespoir ?

– Si j'avais été désespéré je n'aurais pas écrit ce livre. Car il y a une grande différence entre la personne qui essaie de sauvegarder quelque chose et celle qui n'a rien à perdre. D'abord il reste tout de même à celle-ci l'amour, ses enfants, et surtout, quelqu'un qui n'a rien à perdre contre la société peut être beaucoup plus fort que la personne qui se croit à l'abri. ●

Portrait de groupe avec dame

Avec « Louise », beau roman bref et dense à la fois, Yves Navarre raconte la vie d'une Française dans son siècle : le XXe.

**** Yves Navarre : « Louise » – Flammarion, roman.***

ECRIRE un roman c'est avoir le monde dans son rétroviseur, l'univers entier à dévorer ! Haute ambition, appétit insatiable qui ont animé Yves Navarre dans « Louise », beau livre à la fois bref, et dense, véritable microcosme en forme de miroir brisé où se lit une vie de française du XXe siècle. De nombreuses dimensions y sont imbriquées qui procurent une sensation d'ampleur mais aussi le désir très vif de les démêler. Le brio de l'écrivain est extrême, combinant un formidable savoir-faire à une sensibilité inattendue. « Louise » nous va droit au cœur. Au point qu'il est ardu d'en rendre compte, tant les angles d'approche sont divers et sensibles dans le propos comme dans la forme.

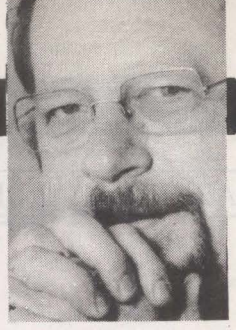
Louise entre en scène, grand-mère des années 80. A son âge il est normal d'enterrer ses voisins, ses amis. Louise conduit Véronique Touchard à sa dernière demeure. Lucien, le mari de Louise, a eu une liaison avec Véronique. Vieil homme, il ne quitte plus guère son appartement situé rue Las-Cases dans le VIIe arrondissement de Paris. Sur les murs trône un tableau signé par un petit maître danois du XIXe siècle. Quelle est l'histoire de Mary Waldstein, Mona Lisa nordique, qui trône sur la toile près de son chien Sultan ? Appliquant une idée qui a inspiré une collection aux Editions de la Différence, Yves Navarre anime le tableau, prêtant une vie supposée ou réelle à Mary Waldstein et au peintre Peter Kruger. A la fin du volume les enfants de Louise négocient le tableau contre quelques millions de dollars trébuchants.

Ah ! Les enfants de Louise et de Lucien, quelle nichée ! Une fille et deux jumeaux dont l'un, Damien est mort en 1945 sous l'uniforme allemand. Est-ce la mémoire de Damien qui explique que Louise se sente concernée par la politique : « L'Inde, la Pologne et l'Afrique, rien, plus rien ne fait date. Chaque jour tout est dit et ça crie de partout ». Le souvenir de Damien obsède Louise. Si Louise avait épousé Pedro, son grand amour de jeunesse, Damien n'aurait peut-être jamais existé ! Bien que Damien ait été de tous temps le prénom destiné à l'un des trois enfants que Louise a toujours rêvé d'avoir. Le destin est impénétrable ! En même temps que la passion pour Pedro, Yves Navarre nous fait entrevoir la famille de Louise. Alexandrine la mère, Nine la servante – les servantes ont accompagné Louise tout au long de sa vie – présente à la première rencontre entre Lucien et Louise, c'était à la sortie d'un spectacle célébrant nos vaillants poilus peu d'années après la boucherie de 14/18. Lucien et Louise iront souvent au théâtre au cours de leur existence commune. Ils iront... lorsqu'ils séjourneront à Paris entre deux postes à l'étranger car Lucien est diplomate. En Chine, en Malaisie où une aventure de Louise (?) avec un fonctionnaire allemand semble avoir brisé l'avancement de Lucien, envoyé ensuite à Madagascar. Exotisme romanesque qui fait songer à nos grands auteurs « coloniaux » fascinés par l'Asie, Claudel, Duras, Bodard : la bourgeoisie, aisée ou non, faisait souvent ses classes outre-mer : « Tout recommence, tout se reproduit, sèche bourgeoisie et pourtant tout change, lentement, obscurément, amoureusement. »

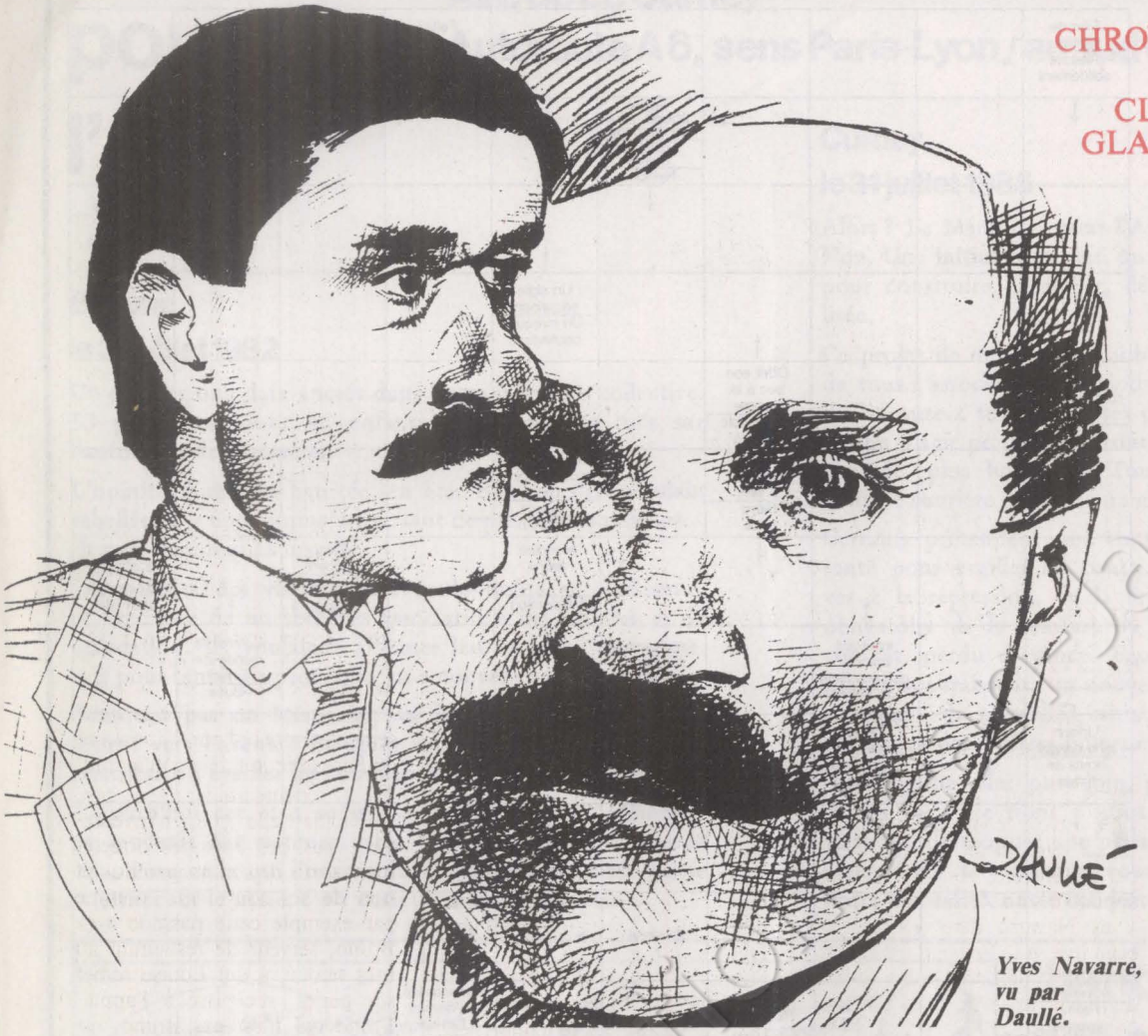
La vie de retraité s'organise à Paris sous l'œil de Mary Waldstein au milieu des brus, des gendres, du fils, des petits-enfants ; frénétique ballet de portes claquées, de gifles sonores, de bavardages stéréotypés, de cyniques conseils de famille heureusement tempérés par l'humanité de Fernande la fidèle confidente.

Au demeurant, Louise n'affabule-t-elle pas, n'invente-t-elle pas des épisodes directement sortis de son imagination et non de ses souvenirs ; comme par exemple cette passade avec Bruno, serveur de restaurant au bras tatoué, à qui Louise remet ses perles, récépissé à l'appui. Bruno qui n'est pas Bruno, est né, il est vrai, le jour où Louise est allée en pélerinage à Berlin gratter la terre foulée par Damien dans ses ultimes moments de vie. Fils indigne, après Stalingrad, Varsovie, après l'ancienne capitale du Reich, il remue encore dans le ventre de sa mère, trente ans, soixante ans après y avoir occupé sa place intra-utérine aux côtés de son frère Pierre.

Le chagrin et la pitié d'un destin solitaire et honteux parmi tant d'autres. Avant de gagner le front russe, Damien écrivait à sa mère : « Tu es ma Lou. La Lou du grand Guillaume que je ne suis pas » (Guillaume, entendez Guillaume Apollinaire). Vieille dame indigne, vieille dame digne, Louise s'adonne à la morale, morale bourgeoise, humaniste qui ne manque pas de grandeur n'en déplaise aux cyniques de tout poil : « Depuis que j'ai commencé ce roman, un million de Soudanais sont morts de faim ». Car « La tactique du « tous-pour-soi » ne peut qu'aboutir à un autre genre de catastrophe ». Et le romancier souligne : « Elle est folle, Louise... c'est une moraliste. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit



LA CHRONIQUE DE CLAUDE GLAYMAN



Yves Navarre, vu par Daullé.

femme de morale ». Résonance inoubliable du roman d'Yves Navarre mais également sorcellerie de la technique de l'écrivain. Par-delà le ton de Louise, on est frappé par la manière qu'a le romancier de saisir la vie pour la faire revivre dans la fiction. Fiction, quelle fiction ? Louise noircit des cahiers, tient son journal : à la fin du livre elle remet ces cahiers a Fernande. Fernande est-elle la cheville ouvrière de l'ouvrage que nous lisons ? Le coupable ce n'est tout de même pas Lucien qui, lui aussi, tient son journal ! Succession de personnages en quête d'auteur, Navarre flirte avec l'ancien. Nouveau roman. Leitmotive de l'oubli, du souvenir, des affects : « Un roman ce n'est qu'un retour de captivité ». Foisonnement de virtuose patiemment mis au point pour brouiller les cartes, les pistes !

Cependant Yves Navarre est avant tout lui-même, un romancier maître de son écriture et de son propos, au faîte de son talent. Il emploie des phrases courtes, très courtes, trop parfois comme certaines jupes sur des jambes féminines. Ce qui ne l'empêche pas d'être méticuleux, ultra précis dans les détails qu'il étiquette : « L'applaudissement : quel geste violent, étrange et rustre, quand on y songe. Même s'il est fait avec élégance. » Phrases-mots mais également phrases plus longues plus développées, leur succession se déroule sous nos yeux attentifs et suggère un rythme très particulier où les jeux de mots (discutables de temps à autre) ont leurs places. Bruissement sonore des mots et, si on ose dire, bruissement visuel de leur sens qui confèrent une étonnante mobilité à ce roman où les surprises se suivent comme autant de touches, d'aplats, comme s'il s'agissait de restituer l'extraordinaire mobilité des petites et grandes choses de la vie, d'une vie : « La vie, ce visiteur sans importance ».

Vie d'une mère-femme et de ses hommes, grosse rétrospectivement d'enfants et de phrases. Vie de Louise dans le couple Louise-Lucien : « Toute femme est passagère, célibataire d'un couple ». Yves Navarre a su merveilleusement nous faire ressentir l'extase mais aussi la probité de Louise qui déclare à un moment : « Je m'étais posé trois problèmes : celui de la vérité, celui du pouvoir et celui de la conduite individuelle. Aux deux premiers j'ai trouvé des réponses. Toutes négatives. La troisième je l'ai oubliée ». Est-ce en raison de cet oubli que « Louise » s'achève sur le départ de Louise en maison de retraite, vers la mort.... ? Louise tire sa révérence, parce que, n'est-ce pas, « Tout roman est un départ ».

Lisez aussi :

**** Claude Pujade-Renaud : « les Enfants des autres » — Actes Sud, Nouvelles.***

Des femmes, dans toutes sortes de situations et de circonstances, vues par des enfants.

**** Frédéric Berthet : « Simple journée d'été » — Denoël, Nouvelles, coll. « L'infini ».***

Neuf nouvelles qui ont pour ambition de peindre la France des années 70 autour de jeunes Français ayant approximativement la vingtaine.

**** Annie Saumont : « Il n'y a pas de musique des sphères ». Luneau-Ascot-Editeur, Nouvelles.***

Un nouveau recueil par un écrivain reconnu : jeunes, moins jeunes et vieillards s'affrontent.

**** « Nouvelles nouvelles numéro 1 »***

Publication trimestrielle. Programme : des nouvelles d'auteurs connus et inconnus. Présentation par Claude Pujade-Renaud. Le numéro : 55 F.

**** Louis Gardel : « Notre homme » — Seuil, roman.***

Le docteur Manuel Ballaresque est un empire qui, à un moment donné, se disloque et repart comme tout empire. Nous sommes aux lendemains de la guerre d'Algérie. Par l'auteur de « Fort Saganne » adapté au cinéma comme l'on sait et récemment diffusé en trois émissions à la télévision.

**** Patrick Grainville : « le Paradis des orages » — Seuil, roman.***

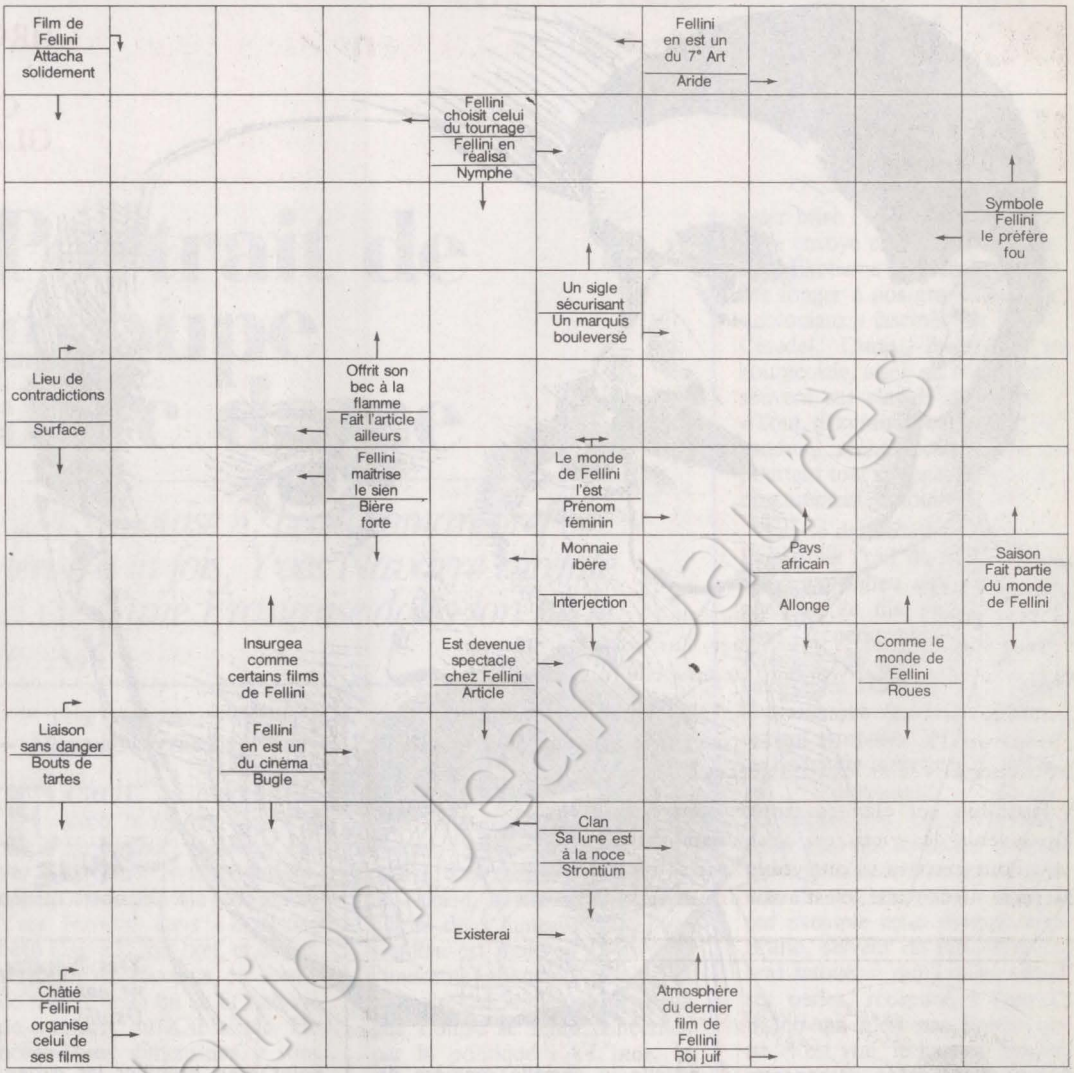
Un nouveau Grainville, axé sur « l'obsession sexuelle ». Pas seulement, car on retrouve le Grainville baroque et démoniaque des précédents romans.

**** Belletto : « l'Enfer » — P.O.L., roman.***

Pas l'auteur du « Revenant » et de « Sur la terre comme au ciel » (au cinéma « Péril en la demeure »). De nouveau un personnage qui chute mais se reprend. Vaut le détour. Le polar comme révélateur de la réalité.

PAR REMY ALBERT

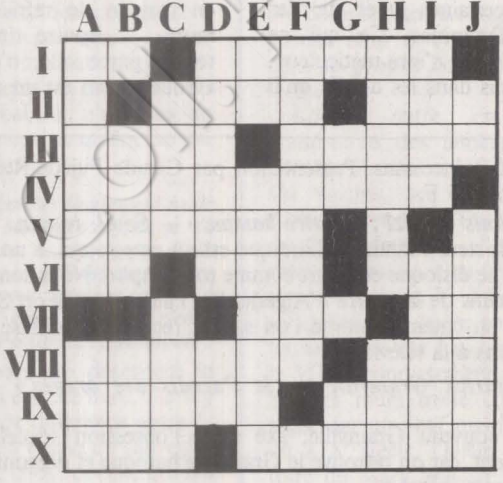
THEME : FELLINI



Solution des mots fléchés du n° 631

R			G	A	L	E	T	T	E
O	P	P	O	S	I	T	I	O	N
C	R	E	U	S	E		E	T	
	I		V	I	E	T	N	A	M
B	A	S	E	S		A		L	I
I		Ç	R		O		R	E	
E	C	O	N	O	M	I	E		A
N		R	E	V	E	I	L		Q
S		E	M	E	T		E	A	U
	M		E			O	V	N	I
J	A	U	N	E		L	E	O	N
C	O	N	T	R	E	E		N	O

THEME : LA CHRONIQUE LITTERAIRE



HORIZONTALEMENT : **I** - Vraiment déplacé. Fut le souvenir obsédant de Louise. **II** - Monnaie d'Amérique latine. Sa graine donne une huile siccative. **III** - Etre dans un... peut, pour certains, annoncer une fin terrestre. Ce tatoué fut une passade pour Louise. **IV** - Louise l'est, mais... a-t-elle beaucoup de morale ? **V** - Fait la loi sur le pont. **VI** - Symbole de corps rare aérien. Au départ de toutes les tuiles. Qui peut l'être de lui ? **VII** - A bien supporté la charge. Suit sa voie en filet. **VIII** - Un des jumeaux de Louise. Peut-être la cause d'un jeu de mots discutable de Yves Navarre. **IX** - Accepté généralement en fin de lettre. Mesurait près de 1,20 mètre. **X** - Celle des journaux est souvent une question de rentabilité. Louise en a remis plus d'un à Fernande, sa fidèle confidente.

VERTICALEMENT : **A** - Héros moderne, plutôt violent. Affluent de l'Adour. **B** - Fut ouverte par le 7e art. Distribue les cartes sans les battre. **C** - Publier un tel livre en est un, qui n'est pas gagné d'avance. Alexandrine était celle de Louise. **D** - Tout roman en est un, selon Yves Navarre. Note une île. **E** - Invincible, sans conteste. Sans Toulouse, la Goulue ne l'aurait pas trouvé à son goût. **F** - Etonnante, dans ce roman, grâce au « bruissement sonore des mots ». **G** - Viennent à « bouts » des rois. Interjection. **H** - Choisites parmi tant. Les prêtres gaulois lui accordaient de mystérieuses vertus. **I** - Ce personnage accompagna et servit Louise, tout au long de sa vie. Oxyde de métal dense. **J** - Drôle de drame, à la nippone. Il peignit la Monna Lisa nordique dont Louise possède le tableau, accroché sur un mur.

Solution des mots croisés du n° 631

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I		C	A	S		G	I	D	E	
II	M	O	N	T	M	A	R	T	R	E
III	A	U	T	E	U	R			S	D
IV	R		M		A	Y	M	E		
V	E	C	O	T	S		I	T	A	T
VI		E	L	A		U	R	A	N	E
VII	E	L	O	G	E	S		T	I	R
VIII	L	I	G	E	S		A	I	M	A
IX	U	N	I		T	A	S	S	A	I
X	S	E	E	S		R	E	A	I	T

Fondation Jean Jaurès

Mémorial pour l'Avenir

Aire de Le Curney
Autoroute A6, sens Paris-Lyon, au sud de Beaune

Beaune,
le 31 juillet 1982

Un nom et une date ancrés dans notre mémoire collective. 53 personnes, dont 46 enfants et adolescents tués sur l'autoroute des vacances.

L'opinion publique heurtée, en état de choc s'est soudain rebellée. Il y eut comme un sursaut de prise de conscience... Et puis l'oubli qui s'installe.

Les parents des victimes ont voulu qu'on se souvienne, et avec eux de nombreuses associations de victimes et de prévention. Ils voulaient affirmer leur volonté commune, agir pour tenter de provoquer une nouvelle fois le sursaut.

Pourquoi pas un Mémorial, un lieu symbole résolument tourné vers l'avenir ? Et après tout, si le souvenir pouvait contribuer à éveiller les consciences ?

Aujourd'hui cet élan se trouve concrétisé : ce Mémorial en souvenir des victimes, c'est aussi un mémorial pour la vie... Pour ceux qui l'ont voulu, se souvenir ce n'est pas se refermer sur le passé, c'est aussi un message d'espoir.

Curney,
le 31 juillet 1985

Alors ? Le Mémorial pour l'Avenir, une initiative de plus ? Non. Une initiative à part, un repère, un symbole, un guide pour construire ensemble, dès aujourd'hui, la route civilisée.

Ce projet de mémorial a mobilisé les énergies, les volontés de tous : associations de victimes, de prévention, d'usagers de la route... tous mobilisés pour manifester leur détermination d'agir pour que la route soit moins meurtrière, plus civilisée, plus heureuse ! Tous ensemble, parce que l'insécurité routière nécessite un effort collectif...

Certains prétendent que tout - ou presque - a déjà été tenté pour éveiller les consciences. Des mesures préventives à la répression, de la limitation des vitesses au port obligatoire de la ceinture de sécurité... Que c'est un vain combat, perdu d'avance. Faux ! Déjà des signes encourageants apparaissent, un nouveau dialogue entre partenaires s'instaure, de nouvelles initiatives voient le jour... Et avec ces signes, des chiffres porteurs d'espoir.

Mais il faut aller plus loin, poursuivre notre action dans toutes les directions : protéger et défendre mieux les victimes, développer une pédagogie de la route, condamner sévèrement la violence routière... Et surtout, changer notre mentalité, notre conduite !



banque centrale des coopératives et des mutuelles

bccm

Banque de l'Économie Sociale

94 Agences et points conseils à Paris et en Province

Siège Social
12, place de la Bourse
75002 PARIS
Tél.: (1) 42.33.44.71

Donnons des oreilles à la terre.



Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.

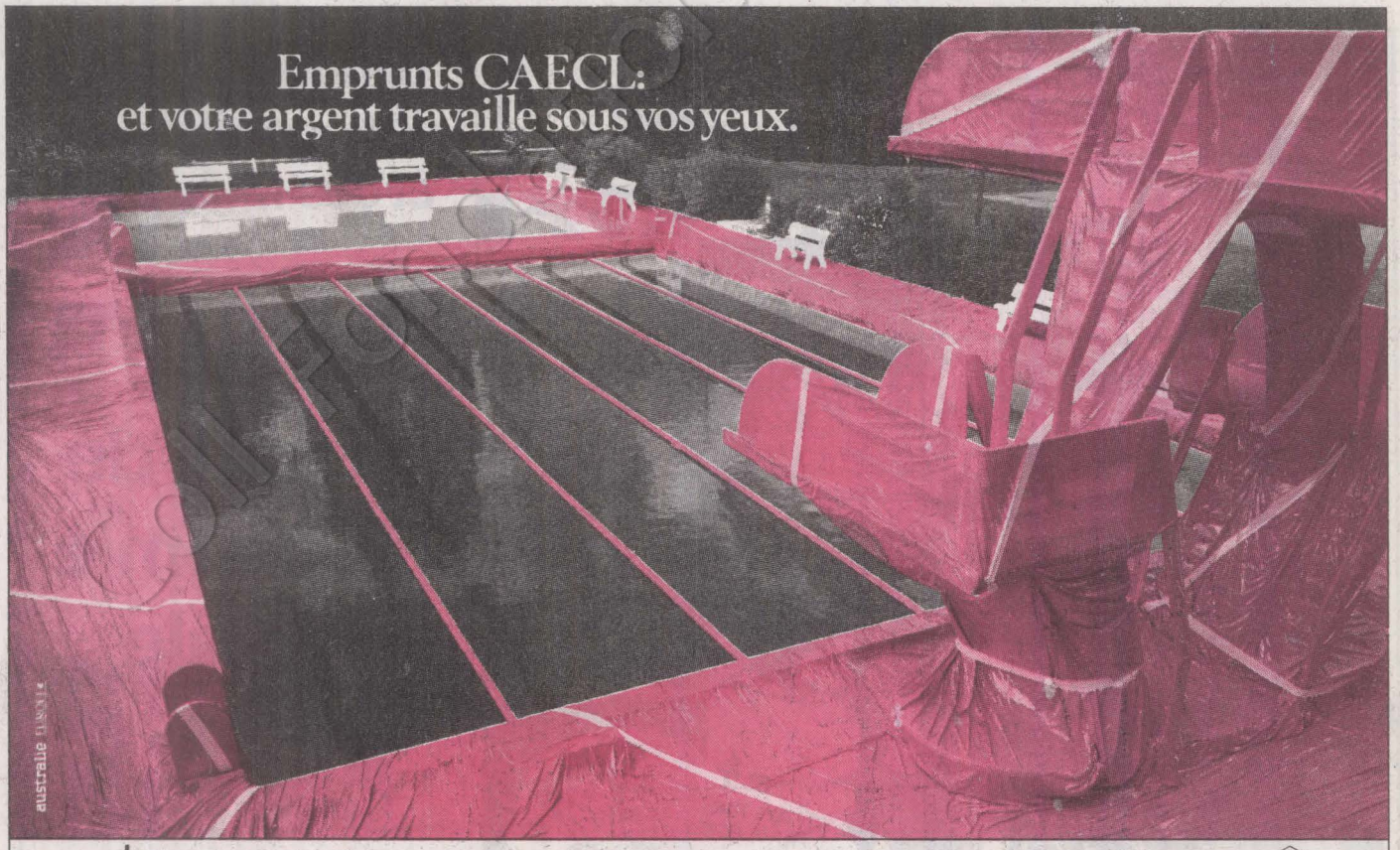
CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.



Lorsque vous souscrivez à un emprunt de la Caisse d'Equipement des Collectivités Locales (CAECL), établissement public géré par la Caisse des dépôts, votre argent ne reste pas au repos. Vite, il est prêté à votre commune, votre département, votre région, qui ont toujours besoin de fonds pour financer leurs nouveaux équipements.

Ainsi, chaque fois que vous voyez une nouvelle benne à ordures, une nouvelle piscine, un nouveau pont, un nouveau car de ramassage scolaire, c'est un peu de votre argent qui travaille.

Investissez dans les emprunts obligataires de la CAECL : votre argent vous rapportera et vous bénéficierez des services collectifs qu'il aura servi à financer.

Vous pouvez ainsi souscrire aux emprunts permanents CAECL "Régions de France" dans les bureaux de poste, les caisses d'épargne, chez les comptables du Trésor et les agents de change.

D'autres emprunts de la CAECL, ponctuels et annoncés chaque fois dans la presse, sont également disponibles aux mêmes guichets ainsi que dans les banques.

La CAECL
finance les collectivités locales.

CAECL

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325